

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2003 — 2112

[2003/00363]

8 AVRIL 2003. — Arrêté royal établissant le deuxième contrat de gestion d'A.S.T.R.I.D.

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité, notamment l'article 10;

Vu l'annexe à l'arrêté royal du 8 février 1998 établissant le contrat de gestion d'A.S.T.R.I.D., notamment l'article 3;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 mars 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 13 mars 2003;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre du Budget et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le deuxième contrat de gestion d'A.S.T.R.I.D. est établi conformément au texte annexé au présent arrêté.**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.**Art. 3.** Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Le Ministre du Budget,

J. VANDE LANOTTE

Le Ministre des Télécommunications et des Entreprises
et Participations publiques, chargé des Classes moyennes,

R. DAEMS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2003 — 2112

[2003/00363]

8 APRIL 2003. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het tweede beheerscontract van A.S.T.R.I.D.

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op de bijlage bij het koninklijk besluit van 8 februari 1999 tot vaststelling van het beheerscontract van A.S.T.R.I.D., inzonderheid artikel 3;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 13 maart 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 13 maart 2003;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Begroting en op het advies van Onze in Raad verenigde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het tweede beheerscontract van A.S.T.R.I.D. wordt vastgesteld overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tekst.**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op de dag van de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.**Art. 3.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

De Minister van Begroting,

J. VANDE LANOTTE

De Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven
en Participaties, belast met Middenstand,

R. DAEMS

Annexe à l'arrêté royal du 8 avril 2003Deuxième contrat de gestion entre l'Etat belge et la S.A. A.S.T.R.I.D.

- I. Principes généraux
- II. Missions de service public (cf. article 10 de la loi)
 - A. Services concernés
 - B. Elargissement de l'offre de services
 - C. La mise à disposition des systèmes ASTRID et la fourniture de services de télécommunication
 - D. Adaptations et élargissements évolutifs
- III. Equilibre financier - Planning des subventions de l'Etat
 - A. Equilibre financier de l'exploitation menée
 - B. Attribution, conditions et limites des subventions de l'Etat
 - C. Emprunts contractés par A.S.T.R.I.D.
- IV. Tarifs
- V. Règles de conduite vis-à-vis des clients
 - A. Généralités
 - B. Concernant le RCS et PST
 - C. Concernant le CAD
 - D. Concernant les équipements terminaux
 - E. Concernant les Centres d'Opérations mobiles (MOC)
 - F. Qualité des services

VI. Responsabilités de l'Etat (conditions dans lesquelles A.S.T.R.I.D. peut réaliser ses missions)**VII. Comité consultatif des usagers.****I. Principes généraux****Article 1 - Définitions**

Pour l'exécution, on entend par :

- 1° Le Ministre : le Ministre de l'Intérieur;
- 2° la loi : la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité;
- 3° A.S.T.R.I.D. : la société anonyme de droit public créée par la Société fédérale d'Investissements en exécution de l'article 2 de la loi;
- 4° les statuts : l'arrêté royal du 27 juillet 1998 établissant les statuts d'A.S.T.R.I.D.;
- 5° les systèmes ASTRID : les systèmes visés à l'article 3 de la loi, c'est-à-dire l'ensemble de l'infrastructure composée de radiocommunication (RCS - Radio Communication System), des dispatchings assistés par ordinateur (CAD - Computer Aided Dispatchings), du centre d'opérations mobile (MOC - Mobile Operation center), du système de rappel de personnes (PST), du système de test (TST), du backbone (BST) et du système de training (TRS) ainsi que des extensions qui s'y rattachent;
- 6° le NNCC (national network Control Center) : le centre chargé de la gestion et la supervision technique des différents éléments des systèmes ASTRID;
- 7° le NOC (National Operation Center) : sous-ensemble des systèmes CAD permettant la gestion d'incidents de grande envergure et/ou dont l'importance dépasse le cadre d'une province;
- 8° un MDT (Mobile Data Terminal) : un terminal de données mobile;
- 9° Un PDT (Portable Data Terminal) : un terminal de donnée portable;
- 10° un équipement AVL (Automatic Vehicle Location) : équipement permettant la localisation automatique de véhicules;
- 11° équipement terminal : l'équipement destiné à être connecté à un ou plusieurs systèmes ASTRID. On distingue ici les équipements suivants :
 - a. ACT (Air Connected Terminals)
 - a.1. les équipements permettant la transmission de la voix et de données et directement connectés à un ou plusieurs des systèmes ASTRID par la voie des ondes radioélectriques (radios fixes, mobiles ou portables);
 - a.2. les équipements permettant la transmission de données et connectés à un ou plusieurs des systèmes ASTRID via les équipements mentionnés au point « a. » ci-dessus (MDT, PDT, AVL, « pagers », ...)
 - b. LCT (Line Connected terminals)
les équipements directement connectés à un ou plusieurs systèmes ASTRID par voie filaire (terminaux de radio-dispatching, terminaux CAD à distance)
- 12° client ou organisation utilisatrice : tout service, institution, société ou association tel que défini à l'article 3, § 1, de la loi;
- 13° abonnement : contrat par lequel A.S.T.R.I.D. donne l'autorisation d'utiliser un équipement terminal sur un ou plusieurs des systèmes ASTRID;
- 14° abonné : le titulaire d'un ou plusieurs abonnements;
- 15° activation : opérations techniques par lesquelles un équipement terminal peut fonctionner sur un ou plusieurs des systèmes ASTRID.

Article 2 - Parties

Le présent contrat de gestion lie, d'une part, l'Etat belge et, d'autre part, A.S.T.R.I.D. et règle les relations entre les parties ainsi que les droits, devoirs et responsabilités de chacune d'entre elles. Il ne crée aucun droit ou engagement à l'égard des tiers.

Il appartient à l'Etat, d'une part, de fournir à A.S.T.R.I.D. les moyens nécessaires afin de remplir ses missions de service public et, d'autre part, de s'assurer que les besoins opérationnels et fonctionnels des services, institutions, sociétés ou associations mentionnés à l'article 3, § 1^{er}, de la loi soient rencontrés et ce, selon les modalités décrites dans le présent contrat.

Toutes les autorités publiques fédérales sont généralement tenues de traiter les dossiers en suspens établis par A.S.T.R.I.D. dans des délais raisonnables.

A.S.T.R.I.D. doit remplir les missions de service public décrites dans le présent contrat aux conditions déterminées par celui-ci. A.S.T.R.I.D. doit également veiller à la constitution, l'exploitation, l'entretien et les adaptations et élargissements évolutifs des systèmes ASTRID. Toutefois, il ne lui appartient pas d'intervenir dans le fonctionnement des services, institutions, sociétés ou associations mentionnés à l'article 3 de la loi.

Dans tous les cas et en tout temps, les missions de service public demeureront prioritaires par rapport aux éventuelles autres activités d'A.S.T.R.I.D.

Les commissaires du gouvernement veilleront à la bonne exécution du contrat de gestion par les organes de la société et accorderont une attention particulière aux décisions relatives aux prestations de services publics ou non publics ayant un effet sur le service rendu aux usagers, l'exercice de l'autorité publique, le fonctionnement de la société et l'intérêt général.

Article 3 - Durée de validité

Le présent contrat de gestion est conclu pour une durée de 5 ans.

Il entre en vigueur le jour où l'arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres approuvant le contrat est publié au *Moniteur belge*.

Chacune des parties peut introduire annuellement et avant le 31 mai une demande d'adaptation du contrat. Il est statué sur cette demande avant le 30 septembre de la même année. Les éventuelles adaptations entrent en vigueur le 1^{er} janvier de l'année qui suit la publication dans le *Moniteur belge* d'un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Au plus tard 6 mois avant l'expiration du contrat de gestion, le conseil d'administration présente un nouveau projet de contrat de gestion au Ministre. Lorsqu'aucun nouveau contrat de gestion n'entre en vigueur à l'expiration du précédent, ce dernier est prolongé de plein droit, jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat. Cette prolongation est annoncée au *Moniteur belge* par le Ministre. Si aucun changement au contrat de gestion n'est proposé dans l'année courante, le Ministre prend des mesures d'office.

Article 4 - Conditions générales

Le présent contrat de gestion fixe, entre autres, les règles et conditions particulières selon lesquelles A.S.T.R.I.D. exerce les missions de service public qui lui sont confiées par l'article 3 de la loi.

Les obligations mentionnées en général dans le présent contrat de gestion sont d'application pour autant qu'A.S.T.R.I.D. ne soit pas empêchée de les respecter, c'est-à-dire lorsqu'il lui est impossible de respecter ses obligations pour des raisons ou circonstances qui ne peuvent lui être imputées.

Toute modification des dispositions se rapportant aux missions de service public d'A.S.T.R.I.D. fera l'objet d'un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres et sera d'application dès le 1^{er} janvier de l'année qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Article 5 - Marchés publics

A.S.T.R.I.D. est soumise aux dispositions de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services. Elle est une instance adjudicatrice au sens de l'article 4, § 2, 8^o de cette loi.

Article 6 - Responsabilité en cas de dommages aux tiers

Lors de l'exploitation ses systèmes ASTRID, A.S.T.R.I.D. veille à optimiser les niveaux de performance imposés. Sauf faute lourde prouvée, elle ne peut jamais être rendue responsable des dommages directs ou indirects provenant de l'usage des systèmes ASTRID ou des équipements terminaux y connectés.

II. Missions de service public (cf. article 10 de la loi)

A. Service concernés

Article 7 - Services publics

Par services, institutions, sociétés ou associations publics qui fournissent des services au plan des secours et de la sécurité et visés par l'article 3, § 1^{er}, de la loi, il faut entendre au moins :

- ° les services de police;
- ° les services d'incendie;
- ° la protection civile;
- ° la sûreté de l'Etat;
- ° la douane;
- ° les centres du systèmes uniforme d'appel pour les services d'aide médicale d'urgence;
- ° les parquets;
- ° les services de protection de la jeunesse;
- ° les services de l'administration pénitentiaire chargés de la surveillance et du transport de détenus;
- ° le service des étrangers chargé de la surveillance et du transfert d'illégaux;
- ° les services de la défense nationale dans le cadre de leurs missions d'appui aux autorités administratives;
- ° le Centre de coordination et de crise du Gouvernement fédéral;
- ° les services de surveillance des départements régionaux chargés de la gestion des eaux et forêts;
- ° l'administration des voies fluviales et maritimes;
- ° « N.V. Zeekanaal et Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen »;
- ° « Dienst voor de Scheepvaart » (Service de navigation — Région flamande);
- ° le service intercommunal côtier des sauveteurs de la Flandre occidentale;
- ° les gestionnaires des routes;
- ° les services d'inspection et de contrôle, institués par loi ou en vertu de la loi, décret, ordonnance ou arrêté communal;
- ° d'autres services, institués par la loi ou en vertu de la loi, décret, ordonnance ou arrêté communal.

Le Ministre peut toujours ajouter des services à la liste.

Article 8 - Services non publics

Dans le cadre de la politique de sécurité intérieure de l'Etat et après avoir été mandaté par le Ministre à cet effet, A.S.T.R.I.D. ouvrira également les systèmes ASTRID, selon les conditions déterminées par le Ministre, aux services, institutions, sociétés ou associations non publics :

- ° qui fournissent à la société des services sur le plan des secours et de la sécurité ou;
- ° qui dans l'exécution de leurs missions de service public qui leur sont attribuées, sont confrontées à des problèmes de sécurité publique.

La confidentialité des communications est assurée sur le plan technique.

Le mandat en question est censé être déjà donné par le présent contrat, pour une durée illimitée :

- ° à la Croix-Rouge de Belgique;
- ° aux services d'ambulance privés;
- ° aux hôpitaux;
- ° aux sociétés de transport publics;
- ° aux sociétés chargées de fournitures publiques tels que le gaz, l'eau et l'électricité;
- ° aux sociétés de gardiennage, les sociétés de sécurité et les services de surveillance internes;
- ° aux personnes ou services chargés de la sécurité lors des manifestations sportives et reconnus comme tel par le Ministre;
- ° aux services d'incendie affiliés à la Fédération des Industries chimiques de Belgique et adhérents au système BELINTRA.

B. Elargissement de l'offre de services

Article 9 - Objectifs

A.S.T.R.I.D. s'engage à constituer, exploiter, entretenir, adapter et faire évoluer les systèmes ASTRID, en respectant la législation sur la protection de la vie privée.

Pour autant qu'aucun empêchement ne se présente tel que mentionné à l'article 4, § 2, A.S.T.R.I.D. fera en sorte que les systèmes ASTRID soient disponibles pour la fin de l'année 2003.

Article 10 - Collaboration

Afin de limiter les investissements dans des travaux d'infrastructure et pour autant que cela soit compatible avec les impératifs de sécurité, de sécurisation, de santé et de couverture radio, A.S.T.R.I.D. visera une collaboration maximale avec les instances publiques, les autres opérateurs de télécommunications et d'autres instances. Elle réalisera ceci en visant un usage partagé d'infrastructures existantes ou en construction, en respectant la législation sur la protection de la vie privée.

Article 11 - Autres systèmes

A.S.T.R.I.D. réalisera, dans les limites des dispositions légales et réglementaires en vigueur, une circulation maximale d'information entre le dispatching ASTRID (CAD) et d'autres centrales de gestion d'appels d'urgence gérés par d'autres services, institutions, sociétés ou associations visés à l'article 3, § 1^{er}, de la loi.

C. La mise à disposition des systèmes ASTRID et la fourniture de services de télécommunication

Article 12 - Services de radiocommunication

Les fonctionnalités et niveaux de performances du RCS qui seront mis à disposition par A.S.T.R.I.D. sont au moins ceux définis dans le marché public (tel que modifié par ses différents avenants) visé à l'article 22 de la loi.

Les services relatifs aux radiocommunications qui ne sont pas repris dans le marché public visé à l'article 22 de la loi, doivent néanmoins satisfaire aux fonctionnalités et niveaux de performance tels que mentionnés dans ce marché public (tel que modifié par ses différents avenants).

Les changements à ce marché public relatifs aux fonctionnalités et niveaux de performance seront effectués après concertation avec le comité consultatif des usagers.

Article 13 - Services CAD

Les systèmes CAD sont mis, par A.S.T.R.I.D., à la disposition des services désignés par le Ministre pour usage opérationnel (voir article 42).

Les fonctionnalités et niveaux de performance des systèmes CAD qui seront mis à la disposition par A.S.T.R.I.D. sont au moins ceux définis dans le marché public visé à l'article 22 de la loi (tel que modifié par ses différents avenants).

Article 14 - Services équipements terminaux

A.S.T.R.I.D. assure la connexion et le fonctionnement des équipements terminaux sur le réseau.

Les fonctionnalités et niveaux de performance qui seront mis à disposition par A.S.T.R.I.D. sont au moins ceux définis dans le contrôle technico-fonctionnel visé à l'article 45.

Article 14bis - Les standards

A.S.T.R.I.D. est tenue à appliquer au moins les standards définis par les autorités respectives, chacune en ce qui concerne son organisation ou sa discipline, et par le comité consultatif des usagers en ce qui concerne les standards interdisciplinaires.

Dans tous les cas, le comité consultatif des usagers formule des conseils, au moins en matière de capacité, de priorité et de « fleetmapping », pour les autorités mentionnées à l'article 7 ainsi que les services mentionnés à l'article 8, en ce qui concerne les standards interdisciplinaires.

D. Adaptations et élargissements évolutifs

Article 15 - Généralités

les adaptations et élargissements évolutifs peuvent être réalisés à l'instigation d'A.S.T.R.I.D. elle-même, à la demande du Ministre, du Comité consultatif des usagers (Cfr. Titre VII) ou directement à la demande d'un ou de plusieurs utilisateurs. A.S.T.R.I.D. ne peut apporter les adaptations et élargissements évolutifs des systèmes ASTRID qu'à la condition que les implications financières aient été approuvées par les mécanismes de contrôle instaurés par la loi (Cfr. art. 17, 18 et 19 de la loi).

Il reste cependant du devoir d'A.S.T.R.I.D. de faire évoluer les systèmes ASTRID afin de garantir un service maximal. Dans ce sens, A.S.T.R.I.D. participera notamment à des forums nationaux et internationaux et prendra toutes les mesures nécessaires pour rester au courant des dernières innovations technologiques et en particulier, afin de suivre les évolutions dans le domaine des systèmes ASTRID.

Article 16 - Etudes

A.S.T.R.I.D. exécutera, selon l'évolution concrète de la technologie et des souhaits de ses clients, les études suivantes dans le cadre :

- a) de la collaboration éventuelle avec d'autres opérateurs, en particulier, en ce qui concerne les connexions entre les systèmes ASTRID et les systèmes comparables pour les services de secours et de sécurité dans les pays qui nous entourent
- b) des possibilités d'interconnexion et de « roaming » de clients ASTRID avec des systèmes étrangers, et vice versa, d'utilisateurs étrangers avec les systèmes ASTRID;
- c) d'éventuelles extensions et applications pour les systèmes ASTRID. Si ces études et développements sont effectués à la demande d'un utilisateur particulier, il prendra les coûts à sa charge.

Article 17

Supprimé.

III. Equilibre financier - Planning des subventions de l'Etat**A. Equilibre financier de l'exploitation menée****Article 18 - Généralités**

La gestion générale doit être empreinte de parcimonie.

A cet effet, A.S.T.R.I.D. examinera régulièrement comment améliorer les coûts d'exploitation, d'investissement et le fonctionnement de la société.

Les prestations de services non repris dans ses missions de service public et dont l'utilisation entraîne ou est susceptible d'entraîner, compte tenu du nombre restreint d'utilisateurs, des coûts excessifs, seront évalués et éventuellement adaptés eu égard au principe de parcimonie.

Lors de la réalisation de son objet légal, A.S.T.R.I.D. agira légalement et efficacement (i.e. de manière efficace, efficiente et qualitative).

Article 19 - Amortissement

la durée de l'amortissement économique des systèmes ASTRID est en principe fixée à 15 ans.

les durées d'amortissement comptables sont déterminées par le conseil d'administration.

Article 20 - Revenus

De manière générale, A.S.T.R.I.D. dispose des revenus suivants :

- ° revenus de l'exploitation;
- ° revenus de toute vente de biens et services;
- ° intérêts sur les avoirs de ses comptes financiers;
- ° revenus provenant de placement et/ou participation;
- ° une subvention attribuée par l'Etat dans le cadre de l'exécution des missions de service public;
- ° tout subvention attribuée par toute autorité dans le cadre de l'exécution de missions particulières;
- ° revenus provenant de dons.

En exécution de la convention des actionnaires, tout bénéfice net sera réservé pendant les 15 premières années comptables.

Article 21 - Investissements (article 10 de la loi)

A.S.T.R.I.D. assure la surveillance de qualité et de quantité des investissements et veille à leur exécution dans les délais stipulés à l'article 9.

La programmation des investissements des systèmes ASTRID doit être conforme aux dispositions des différents marchés publics attribués.

Article 22

Supprimé.

Article 23 - Plan d'entreprise

Un plan d'entreprise (« business plan » est établi pour cinq ans et est actualisé annuellement par le conseil d'administration. Il est soumis pour approbation au Ministre après accord du Ministre du Budget.

Il contient au moins les éléments suivants : la stratégie de la société, l'analyse SWOT, la description des clients, la description des produits et des services, l'approche commerciale, l'approche opérationnelle, l'organisation et les moyens, le planning général, le plan financier dont le plan d'investissements et la gestion des risques.

B. Attribution, conditions et limites des subventions de l'Etat**Article 23bis - Généralités**

Ce titre détermine les conditions et le mode de calcul des allocations à charge du budget général des dépenses du Royaume à titre de couverture de certaines dépenses qui découlent des tâches de service public (article 10 de la loi d'A.S.T.R.I.D.

Les subventions d'Etat servent à financer les coûts d'exploitation autres que, d'une part les coûts d'investissement dans les systèmes ASTRID et, d'autre part, une partie, à définir par le Ministre, de l'équipement nécessaire à la réalisation de l'intégration des centrales RINSIS aux systèmes ASTRID, sauf stipulation contraire du présent contrat de gestion.

Tous les prix énoncés dans ce titre sont exprimés en prix de mars 2003. Ils sont liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Article 24 - Contenu

L'Etat, représenté par le Ministre et le Ministre du Budget, s'engage à inscrire annuellement un montant au budget de l'Intérieur au profit d'A.S.T.R.I.D. à titre de couverture de l'ensemble des frais d'exploitation suivants :

- a) Les frais d'entretien liés à l'infrastructure du système acheté par A.S.T.R.I.D. (matériel, logiciel et banques de données) des RCS, CAD, MOC, PST, TST, BST, TRS et des extensions y attachées.
- b) Les frais de fonctionnement de l'infrastructure du système mentionnée à l'article 24 a) du présent contrat de gestion.
 - les frais de location et d'adaptation de terrains (travaux architectoniques);
 - les frais de location, d'entretien et/ou d'adaptation des mâts et/ou pylônes et des locaux techniques y afférents;
 - les coûts de nouveaux mâts ou le remplacement de mâts existants;
 - les frais d'installation ou d'adaptation des fournitures publiques et les abonnements, frais de location et coûts d'utilisation y relatifs, à l'exception des coûts pour les dispatchings comme prévu à l'article 52;
 - les frais d'abonnement de toutes les lignes reliées aux dispatchings ASTRID;
 - les droits de licence redevables à l'I.B.P.T.;
 - les frais de location des liaisons fixes;
 - les frais d'achat et d'entretien d'appareillages et de systèmes de programmation, de mesure et de test nécessaires afin de garantir le bon fonctionnement des systèmes ASTRID;
 - les frais d'achat et d'entretien d'appareillage de démonstration.
- c) les frais de fonctionnement de la société :
 - les frais de mise en place;
 - les frais liés à la gestion du personnel, y compris les formations;
 - les frais de consultance externe spécialisée;
 - les frais de location des bâtiments de la société et les frais y afférents pour l'installation ou l'adaptation des fournitures publiques et des dispositifs de sécurité et les abonnements, frais de location et coûts d'utilisation y relatifs;
 - les frais d'aménagement et d'équipement des bureaux, nécessaires à l'exécution des missions dans une entreprise moderne, y compris les systèmes informatique qui supportent le fonctionnement de la société : la bureautique, le système « Entreprise Resource Planning », le système de billing et l'infrastructure des téléphones et télécopieurs;
 - les frais découlant des activités de marketing, des relations externes et du développement commercial de la société;
 - les coûts de l'outillage et de l'équipement, y compris les systèmes informatiques, nécessaires à la préparation des marchés publics rédigés par A.S.T.R.I.D. et le contrôle de leur exécution;
 - les frais de fournitures de bureau;
 - les frais d'entretien des moyens décrits ci-dessus.

Les frais d'exploitation décrits ci-dessus ne sont subventionnés par l'Etat que pour autant qu'ils soient imputables à l'exécution des tâches de service public d'A.S.T.R.I.D. telles que définies dans la loi.

Les frais de fonctionnement décrits ci-dessus comprennent aussi les investissements dans des actifs immobiliers corporels et incorporels nécessaires à l'exécution de la gestion administrative d'A.S.T.R.I.D. notamment l'aménagement et l'équipement des locaux.

Le conseil d'administration est autorisé, par décision motivée, à changer la catégorie des montants inscrits comme frais d'exploitation.

Article 25 - Conditions d'attribution

les subventions annuelles pour l'année J sont attribuées par l'Etat aux conditions suivantes :

- ° elles doivent être demandées au Ministre en exécution du présent contrat de gestion et par une requête motivée, au plus tard le 1^{er} mai de l'année J-1;
- ° elles doivent être basées sur des chiffres comptables les plus concrets possibles (cf. comptes annuels) et sur le plan d'entreprise approuvé par le Ministre;
- ° elles doivent tenir compte des soldes ou déficits éventuels des subventions payées pour l'année J-2 et de la « part proportionnelle » payée par les services non publics (cf. articles 33 c et 35) lors de l'année J-2;
- ° pour 2003, exceptionnellement et en exécution d'une décision du conclave budgétaire, une diminution additionnelle, et sans préjudice de la diminution de 4.878.110 euros pour l'année J-2 soit 2001, est intervenue de l'ordre de 2.750.000 euros au titre du remboursement anticipatif de l'année J-1 soit 2002.

Les budgets qui étaient prévus sur des postes relatifs à des travaux permettant l'installation des systèmes ASTRID mais qui, en raison de circonstances telles que des retards dans l'exécution, ne pouvaient être utilisés, ne relèvent pas de la présente rubrique. Ces montants restent à la disposition d'A.S.T.R.I.D. jusqu'au moment où ces dépenses deviennent effectives.

Article 26 - Limitation

Pour 2003, la subvention d'Etat s'élève à 24.900.000 euros.

Pour 2004, la subvention d'Etat s'élève à 29.800.000 euros.

A partir de 2005, la subvention d'Etat s'élève à 31.800.000 euros, conformément au plan financier et lié à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Article 27 - Versement

Les subventions annuelles de l'Etat, comme calculées en application des articles 24, 25 et 26, sont versées au plus tard le premier jour ouvrable du mois de mars de l'année concernée.

En cas de non-versement à la date fixée, des intérêts seront dus de plein droit et calculés sur base du taux d'intérêt légal en vigueur, à compter du jour où le versement peut être exigé.

Article 28 - Contrôle de l'emploi des subventions de l'Etat

Le contrôle sur l'établissement des subventions de l'Etat se fait suivant l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire.

Le contrôle de l'utilisation des subventions de l'Etat se fait suivant les modalités de l'article 17 et 18 de la loi.

Lors de la clôture de chaque exercice, comme préparation du contrôle de l'utilisation de la subvention, un bilan sera soumis aux commissaires du gouvernement avec mention de la subvention obtenue et de son utilisation.

Article 29

Supprimé.

C. Emprunts contractés par A.S.T.R.I.D.**Article 30**

Les emprunts contractés par A.S.T.R.I.D. sont conclus en collaboration avec l'administration de la Trésorerie et selon ses directives, entre autres pour ce qui concerne la consultation de la concurrence.

IV. Tarifs**Article 31 - Norme de base**

Par « norme de base », on entend le volume de communication (trafic) généré sur la voie radioélectrique par un équipement terminal et sur base duquel le système RCS a été dimensionné dans l'hypothèse où le système offre, fin 2005, des services à 40.000 abonnés minimum (voir marché public visé à l'article 22 de la loi).

Au minimum pour l'ensemble des services publics mentionnés à l'article 7, il sera prévu dans les conditions particulières que cette norme peut être cumulée par une association d'utilisateurs ou de clients et ce, sur base du nombre d'abonnements souscrits et des règles applicables en matière de tarifs (cf. article 33).

article 32 - Le tarif de base pour l'utilisation et l'acquisition d'un équipement terminal

le client prend à charge les coûts pour l'acquisition d'un équipement terminal et les coûts pour l'utilisation de l'appareil sur le réseau ASTRID.

Le tarif de base pour l'acquisition ainsi que l'utilisation d'un équipement est calculé à prix coutant, c'est-à-dire sans aucune marge bénéficiaire au profit d'A.S.T.R.I.D.

Tous les tarifs sont adaptés deux fois par an (le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet) aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation.

a) Les coûts d'utilisation d'un équipement terminal :

Les coûts d'utilisation d'un équipement terminal se composent des éléments constitutifs suivants :

1. Coûts d'abonnement

L'utilisation d'un équipement terminal sur le réseau ASTRID implique un coût d'abonnement, égal à X fois le capital investi dans les systèmes ASTRID et au minimum égal au capital prévu par la loi, divisé par la période d'amortissement prévue dans le plan d'entreprise et le nombre d'abonnés connectés au réseau. Jusqu'à fin 2005, il est prévu, pour le calcul de ces coûts d'abonnement, le capital de 143.778.244,20 euros prévu par la loi, une période d'amortissement de 15 ans et 40.000 abonnés connectés au réseau. Pour les années suivantes, A.S.T.R.I.D. procédera annuellement à un recalcul sur base des chiffres actualisés en concertation avec le comité consultatif des usagers; le Ministre fixera le coût des abonnements. Ces coûts couvrent notamment les communications qui tombent sous la norme de base.

A.S.T.R.I.D. calcule le facteur X en fonction de la charge que peuvent représenter les différents équipements terminaux pour le réseau; il est fixé par le Ministre. Si cela s'avère indispensable pour des raisons techniques ou financières, A.S.T.R.I.D. peut proposer au Ministre d'adapter ce facteur X.

Si A.S.T.R.I.D. doit faire des investissements dans les systèmes ASTRID et que ceux-ci excèdent le capital fixé par la loi, et qu'ils ne sont pas ou que partiellement couverts par les coûts des communications lors du dépassement de la norme de base, ces coûts additionnels seront inclus dans le recalcul des coûts d'abonnement. Cette dernière règle n'est cependant pas applicable pour les investissements inhérents aux services fournis sur une base commerciale.

2. Coûts divers

Outre les coûts de l'abonnement, A.S.T.R.I.D. peut, en outre, facturer les coûts suivants au client pour l'utilisation d'un équipement terminal :

- I. coûts pour les communications lors des éventuels dépassements de la norme de base fixée;
- II. coûts pour les éventuelles connexions et raccordements vers d'autres réseaux tels que le PSTN (Public Switched Telephone Network);
- III. coûts administratifs et financiers : coûts découlant des services administratifs particuliers;
- IV. la T.V.A.

b) Les coûts d'acquisition d'un équipement terminal.

Un équipement terminal peut être acquis directement auprès d'un fournisseur externe ou auprès d'A.S.T.R.I.D. Certains équipements terminaux doivent être acquis auprès d'A.S.T.R.I.D.

Les prix et les conditions de vente des équipements terminaux acquis directement ou via un marché public passé par A.S.T.R.I.D. auprès d'un fournisseur externe sont déterminés par l'offre de ce dernier. Dans ce cadre, A.S.T.R.I.D. joue, tout au plus, le rôle d'intermédiaire, pour lequel aucun coût n'est facturé.

La location ou l'achat d'équipements terminaux auprès d'A.S.T.R.I.D., peut impliquer (en fonction du choix du client) les coûts suivants :

- I. Coûts de financement pour les équipements terminaux (accessoires inclus ou non, en fonction du choix des clients) :
 - s'il s'agit d'un contrat de location de l'équipement terminal pour une durée égale au délai d'amortissement choisi par les clients, ce coût est alors égal au remboursement d'un emprunt à annuités constantes, contracté afin de couvrir le coût d'investissement des équipements terminaux (les clients déterminent dans ce cas le délai de remboursement et d'amortissement);
 - dans tous les autres cas, ce coût est défini librement par A.S.T.R.I.D. en fonction d'une prime de risque nécessairement incluse;

- II. Coûts couvrant un contrat d'entretien omnium pour l'équipement terminal auprès du fournisseur.
- III. Coûts couvrant un « service » chez le client en cas de panne ou en cas de problème avec un équipement terminal.
- Les éléments figurant sous I et III sont facultatifs et fonction des choix du client. Les coûts cités sous II ne sont obligatoires que s'il s'agit d'un équipement terminal loué. Les coûts de ligne fixe et variable des équipements terminaux reliés via des liaisons fixes aux systèmes ASTRID, restent à charge du client.

Article 33 - Principes applicables aux missions de service public d'A.S.T.R.I.D.

Le réseau ASTRID constitue un maillon essentiel des télécommunications des services de secours et de sécurité du pays. Il constitue un instrument de la politique de sécurité intérieure.

Il est mis principalement à la disposition des autorités publiques fédérales et locales, administratives et judiciaires par l'Etat fédéral.

- a) les tarifs et structures tarifaires, ou les formules de calcul, des prestations fournies par A.S.T.R.I.D. dans le cadre de ses missions de service public qui ne sont pas réglées dans le contrat de gestion, sont présentés au Ministre pour approbation. Sans rejet motivé de la part du Ministre dans les soixante (60) jours suivant présentation, ils sont considérés comme étant approuvés. Si la décision prise par le Ministre en la matière mène à des coûts supplémentaires pour A.S.T.R.I.D., ceux-ci sont couverts par une aide financière équivalente, à charge du budget général des dépenses du Royaume.
- b) Les services publics mentionnés à l'article 7, paient uniquement le tarif de base pour leurs abonnements (voir article 32). Pour tous les autres services et/ou produits éventuellement proposés, ils paient un tarif qui sera le plus proche possible du prix du marché (c'est-à-dire, le prix coutant et la marge bénéficiaire déterminée par A.S.T.R.I.D.).
- c) Dans le cadre de la politique de sécurité intérieure de l'Etat, les services non publics mentionnés à l'article 8, paient uniquement le tarif de base pour leurs abonnements (voir article 32). Pour les autres missions, les tarifs comme décrits dans l'article 35 sont d'application.

La norme de base est uniquement valable pour les abonnements pour lesquels un tarif de base est d'application.

Article 34 - Adaptations

Afin d'assurer l'implémentation d'ASTRID et sans être discriminatoire vis-à-vis de clients, le Ministre peut adapter les articles 31, 32 et 33, sur proposition de la société, après avis du comité consultatif des usagers, en tenant compte des résultats d'entreprise provenant de la prestation de services fournis sur une base commerciale et après accord du Ministre du Budget. Les comptes annuels seront communiqués au comité consultatif des usagers après approbation par l'assemblée générale des actionnaires (le deuxième mardi du mois de mai).

Article 35 - Services fournis sur une base commerciale

A.S.T.R.I.D. ne peut fournir des services sur une base commerciale qu'après y avoir été autorisée par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres (Art. 3, § 3, de la loi).

Pour les services fournis sur base commerciale, A.S.T.R.I.D. peut fixer librement ses tarifs et structures tarifaires. Dans ce cas, elle est obligée d'imposer des prix qui ne faussent en aucun cas la concurrence et pour lesquels une marge bénéficiaire acceptable est prise en compte. Ces prix ne pourront jamais être inférieurs au tarif de base appliqué aux services publics pour les mêmes prestations de services. Pour une même prestation de service, elle doit également pratiquer un prix unique pour toute la Belgique.

V. Règles de conduite vis-à-vis des clients

A. Généralités

Article 36 - Principes

Dans le cadre des plans catastrophe, l'autorité administrative responsable de la coordination des différentes phases des plans catastrophe dispose d'une compétence générale de décision dans l'engagement, l'organisation et la configuration du système ASTRID.

A.S.T.R.I.D. ne peut mettre ses services à dispositions d'un client que sur la base d'un contrat particulier qui ne peut en aucun cas être contraire au contrat de gestion.

Les dispositions du contrat particulier prévalent sur les dispositions des conditions générales de contrat. Le contrat particulier doit décrire clairement les droits et obligations d'A.S.T.R.I.D. et du client en fonction de la spécificité de ce dernier.

Article 37 - Conditions générales de contrat

Les conditions générales de contrat approuvées par le Ministre ont trait notamment à la description du service, aux délais de livraison, aux motifs de refus, aux responsabilités, aux conditions de sécurité et de confidentialité, aux modes de facturation et de paiement, au non-paiement, à la mauvaise utilisation, au traitement des litiges, au contrôle technico-fonctionnel d'équipements terminaux et à l'expiration de la fourniture du service.

Dans ses conditions générales de contrat, A.S.T.R.I.D. définit en particulier quels aspects de l'exploitation des systèmes ASTRID peuvent ou non être exécutés par le client. Elle précise à ce sujet les responsabilités des deux parties. Dans tous les cas, le principe appliqué sera que l'exploitation et la supervision technique restent toujours une responsabilité d'A.S.T.R.I.D.

D'éventuelles modifications des conditions générales de contrat doivent être ratifiées par le Ministre, après avis du comité consultatif des usagers.

Article 38 - Formation

A.S.T.R.I.D. définit les efforts qu'elle doit fournir dans le cadre de la formation destinée aux clients appartenant aux services cités à l'article 7 et assurera au moins la formation des formateurs en fonction des budgets prévus à cet effet. En outre, elle prendra en charge un rôle de coordination en ce qui concerne l'offre de formations moyennant paiement.

B. Concernant le RCS et le PST

Article 39 - Configuration des systèmes

A.S.T.R.I.D. s'engage à configurer et à programmer le RCS et le PST selon les besoins des clients qui seront définis et précisés dans les contrats conclus avec ces clients et compte tenu de la capacité et des spécificités des RCS et PST. La configuration et la programmation des systèmes se rapportent entre autres :

- ° au plan de numérotation (numéros d'abonné);
- ° aux groupes de communication;
- ° aux droits des abonnés selon le type et la formule d'abonnement souscrit (« profil »).

Ceci fait partie des services offerts par A.S.T.R.I.D. quel que soit le type et la formule d'abonnement souscrit.

Article 40 - Migration

A.S.T.R.I.D. s'engage à assister ses clients en ce qui concerne la migration des anciens systèmes de radiocommunication vers les systèmes ASTRID.

L'appui prêté par A.S.T.R.I.D. et les modalités d'exécution de la migration seront mentionnées dans les contrats entre A.S.T.R.I.D. et ses clients.

Article 41 - Propriété des données

les banques de données recueillies par A.S.T.R.I.D. sont la propriété des associations ou services auxquels appartiennent les différents abonnés participant à ces communications.

A.S.T.R.I.D. se réserve néanmoins le droit d'utiliser ces données à des fins de facturation et d'établissement de statistiques et de mesures de la qualité des services offerts. Dans ce cadre, A.S.T.R.I.D. garantira la confidentialité de ces données conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, modifiée par la loi du 11 décembre 1998 portant transposition de la directive 95/46/EG du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 1995, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

C. Concernant le CAD**Article 42 - Principes**

L'installation, la mise à la disposition et l'utilisation des systèmes CAD ASTRID et du centre d'opération national y associé sont définies par un arrêté ministériel pris par le Ministre.

Article 43 - Propriété des données

A l'exception des banques de données mises à la disposition par A.S.T.R.I.D., toutes les banques de données recueillies dans les systèmes CAD ASTRID sont la propriété des usagers.

A.S.T.R.I.D. se réserve le droit d'accès à ces données à des fins de statistiques de système, de mesures de performance, de travaux d'entretien et d'éventuelles opérations de réparation indispensables. Les modalités de ce droit d'accès doivent être définies dans l'arrêté ministériel cité dans l'article 42.

Sans déroger aux dispositions reprises à l'article 458 du code pénal et dans la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, modifiée par la loi du 11 décembre 1998 portant transposition de la directive 95/46/EG du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 1995, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, les utilisateurs du CAD et A.S.T.R.I.D. prendront, à l'égard des membres de leur personnel, les mesures de précaution nécessaires afin de garantir la confidentialité des informations de données mises à disposition par A.S.T.R.I.D. Les mesures générales de précaution nécessaires seront définies dans l'arrêté ministériel mentionné à l'article 42.

D. Concernant les équipements terminaux**Article 44 - Généralités**

Les équipements terminaux peuvent, moyennant le paiement d'un abonnement, être connectés à un ou plusieurs systèmes ASTRID. Les équipements terminaux peuvent être obtenus comme suit :

- 1° le client peut acquérir un équipement terminal directement auprès d'un fournisseur;
- 2° en fonction de l'offre, le client peut procéder :
 - a) soit par achat, location ou leasing via un contrat ouvert conclu par A.S.T.R.I.D. avec divers fournisseurs;
 - b) soit, par achat ou location directement auprès d'A.S.T.R.I.D.

A.S.T.R.I.D. peut obliger le client à louer certains types d'équipements terminaux directement auprès d'A.S.T.R.I.D. Les services, institutions, sociétés ou associations visés au § 1^{er} de l'article 3 de la loi ne sont pas soumis à la loi du 24 décembre 1993 (Loi relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de service.) pour ce qui concerne la souscription d'abonnements avec ou sans équipements terminaux chez A.S.T.R.I.D.

Article 45 - Contrôle technico-fonctionnel

Tout type d'appareil acheté par un client auprès d'un tiers devra faire l'objet d'un contrôle technico-fonctionnel chez A.S.T.R.I.D. avant de pouvoir être activé sur le réseau.

A.S.T.R.I.D. adaptera la liste des terminaux dont la connexion est autorisée au réseau, et ce, à chaque fois qu'un nouveau type d'équipement a fait l'objet d'un contrôle technico-fonctionnel. Cette liste est publiée sur le site Internet d'A.S.T.R.I.D. et par l'intermédiaire d'une publication périodique.

Article 46 - Programmation

La programmation de l'équipement terminal et les droits des clients pour l'exécution de la totalité ou d'une partie de cette programmation seront détaillés dans les contrats conclus entre A.S.T.R.I.D. et ses clients.

A.S.T.R.I.D. proposera la programmation des équipements terminaux loués directement auprès d'elle comme composante du service de base fourni, lors de l'activation de l'équipement terminal aux systèmes ASTRID.

Article 47 - Activation et fonctionnement

A.S.T.R.I.D. s'engage à donner suite dans les 5 jours ouvrables à une demande d'activation d'équipements terminaux, à condition que le « profil » de ces équipements ait été fixé au préalable, de commun accord entre A.S.T.R.I.D. et le client.

A.S.T.R.I.D. prendra, dans les limites du raisonnable, les mesures nécessaires pour satisfaire à une demande, motivée comme urgente, d'activation d'un équipement terminal sur les systèmes ASTRID.

Article 48 - Remplacement d'un équipement terminal

En cas de panne d'un équipement terminal loué directement auprès d'A.S.T.R.I.D., et à condition que le contrat de maintenance obligatoire soit effectivement signé (cf. art. 32, avant-dernier alinéa), A.S.T.R.I.D. s'engage à mettre à disposition, dans les 24 heures, à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés, un équipement en ordre de marche et programmé avec le même « profil » que l'équipement défectueux. Cet échange sera réalisé de la manière déterminée dans les conditions générales et particulières de contrat.

A.S.T.R.I.D. prendra, dans les limites du raisonnable, les mesures nécessaires pour satisfaire à une demande, motivée comme urgente, de remplacement d'un équipement terminal.

E. Concernant les Centres d'Opérations mobiles (MOC)**Article 49 - Généralités**

Les extensions mobiles des systèmes ASTRID relèvent de la compétence exclusive d'A.S.T.R.I.D.

Article 50 - Mise à disposition

La mise à disposition de tels équipements est régie par les dispositions du chapitre V, Titres A, B, C et D du présent contrat de gestion.

Des règles supplémentaires sur l'activation ou la mise à disposition du MOC au client seront fixées ultérieurement par A.S.T.R.I.D. après concertation avec le comité consultatif des usagers.

F. Qualité des services**Article 51 - Rapport annuel**

A.S.T.R.I.D. s'engage à collecter et à communiquer aux ministres chargés du contrôle d'A.S.T.R.I.D. et au comité consultatif des usagers, dans un rapport annuel, au moins les indicateurs de performance suivants :

- a) le taux de disponibilité du RCS;
- b) l'utilisation de la capacité disponible;
- c) l'exécution des services de maintenance;
- d) les indicateurs de performance concernant la pénétration du marché;
- e) les observations reçues de la part des utilisateurs (objet, fréquence, rapidité de traitement, suites données, ...).

Le premier rapport annuel porte sur l'année 2002 et sera disponible pour le 31 mars 2003 au plus tard.

Article 51bis - Contrôle de la qualité des services

Le contrôle de la qualité des services est centralisé auprès de l'auditeur interne ou le cas échéant auprès du directeur administratif et financier qui, entre autres, recueillera les plaintes des clients.

VI. Responsabilités de l'Etat (conditions dans lesquelles A.S.T.R.I.D. peut réaliser ses mission)**Article 52 - Infrastructures**

Afin qu'A.S.T.R.I.D. puisse exécuter sa mission, l'Etat doit mettre à sa disposition, dans les délais à convenir entre A.S.T.R.I.D. et les Ministres compétents, les infrastructures suivantes :

1. Bâtiments destinés aux dispatchings (CAD)

Les services compétents des usagers et le ministre qui a la Régie des Bâtiments dans ses attributions mettront à la disposition d'A.S.T.R.I.D., en temps voulu (voir article 9), les locaux nécessaires pour abriter les systèmes CAD.

Il s'agit du :

CAD Flandre occidentale	Zandstraat 148, 8000 Brugge
CAD Flandre orientale	Groendreef 181, 9000 Gent
CAD Anvers	Boomssesteenweg 180, 2610 Antwerpen
CAD Limbourg	Luikersteenweg 228, 3500 Hasselt
CAD Brabant flamand	Pleinstraat 135, 3001 Leuven
CAD Bruxelles et COpsNat	Rue Fritz Toussaint 47, 1050 Bruxelles
Extension Aéroport national	Aéroport national, 1930 Zaventem
CAD Brabant wallon	Chaussée de Louvain 34, 1300 Wavre
CAD Hainaut	Chemin de Procession 188, 7000 Mons
CAD Namur	Rue Bertrand Janquin 70, 5100 Namur (Jambes)
CAD Liège	Rue Saint-Léonard 47, 4000 Liège
CAD Luxembourg	Rue de Neufchâteau 132, 6700 Arlon

Les coûts d'entretien et d'utilisation (eau, énergie, ...) de ces locaux sont à charge des utilisateurs des systèmes CAD. A ce sujet, un protocole a été conclu entre la société et le Ministre qui a la Régie des Bâtiments dans ses attributions.

2. Mâts et pylônes du RCS

Le Ministre qui a la Régie des Bâtiments dans ses attributions ou tout autre service donneront l'autorisation à A.S.T.R.I.D. d'installer les équipements sur les mâts ou pylônes, propriété de l'Etat, à condition que :

- ° A.S.T.R.I.D., en accord avec les usagers des systèmes actuellement installés sur cette infrastructure, prenne les mesures nécessaires pour les nuisances liées à l'utilisation de ces systèmes soient minimales;
- ° le matériel installé ne mette pas en danger la stabilité de l'infrastructure, et
- ° A.S.T.R.I.D. prenne en charge les coûts financiers qui résultent des études techniques et de stabilité nécessaires.

Le Ministre qui a la régie des Bâtiments dans ses attributions mettra à la disposition d'A.S.T.R.I.D. l'espace nécessaire pour installer un « shelter » (par « shelter » il faut entendre un conteneur technique de $\pm 6 \text{ m}^2$) si possible à proximité de chacun de ces mâts ou pylônes.

S'il apparaît que le matériel ASTRID à installer compromettra la stabilité de l'infrastructure existante, le Ministre qui a la régie des Bâtiments dans ses attributions ou tout autre service fédéral donnera l'autorisation à A.S.T.R.I.D. de construire, aux frais d'A.S.T.R.I.D. et dans le respect des règles de l'art et des normes techniques applicables, un nouveau mât ou pylône sur un terrain mis à disposition par la Régie des Bâtiments. Ce mât ou pylône sera conçu et implanté de manière telle qu'en cas d'aliénation ou de cession en tout ou en partie par la régie des Bâtiments à des tiers de son bien immeubles grevé d'un pylône ou mât, il génère le moins de nuisances possibles pour le nouveau cessionnaire du bien immeubles.

Le nouveau mât ou pylône devient la propriété de la Régie des Bâtiments. A.S.T.R.I.D. est chargée de la gestion, de l'entretien et de l'exploitation de ce mât ou pylône.

Dans la mesure et dès le moment où la Régie des Bâtiments se voit octroyer les moyens extrabudgétaires indispensables à cet effet, la Régie des Bâtiments prend à sa charge les coûts de démantèlement de l'ancien mât ou pylône.

A ce sujet, un protocole est conclu entre A.S.T.R.I.D. et le Ministre qui a la Régie des Bâtiments dans ses attributions.

3. Infrastructure du système BEMILCOM

Le Ministre de la Défense permettra à A.S.T.R.I.D. de placer des équipements sur les mâts ou tours de BEMILCOM à condition que :

- ° A.S.T.R.I.D. respecte les prescriptions techniques d'installation de matériels non-BEMILCOM sur les tours BEMILCOM;
- ° le matériel installé ne mette pas en danger la stabilité de l'infrastructure, et;
- ° A.S.T.R.I.D. prenne en charge les coûts financiers qui résultent des études techniques et de stabilité nécessaires.

Le Ministre de la Défense mettra à la disposition d'A.S.T.R.I.D. l'espace nécessaire pour installer un « shelter » (par « shelter » il faut entendre un conteneur technique de $\pm 6 \text{ m}^2$) si possible à proximité de chacun de ces mâts ou tours.

A ce sujet, un protocole est conclu entre A.S.T.R.I.D. et le Ministre de la Défense.

Article 53 - Connexion au système

Pour les services mentionnés à l'article 7, les ministres compétents respectifs stimuleront la connexion selon les hypothèses décrites dans le plan financier.

Dans tous les cas, la police fédérale, la protection civile, la sûreté de l'Etat, les douanes et le service 100 doivent utiliser complètement les services d'A.S.T.R.I.D. pour leurs radiocommunications, pour le 1^{er} janvier 2005 au plus tard, pour autant que A.S.T.R.I.D. aie atteint l'objectif fixé à l'article 9. L'obligation de se connecter n'empêche nullement l'exécution des missions qui leur sont attribuées par ou en vertu de la loi mais vise au contraire à les faciliter.

Pour les services communaux mentionnés à l'article 7 et dans le cadre de sa politique de subvention, le Ministre stimulera la connexion selon les hypothèses décrites dans le plan financier.

Article 54 - Banques de données centrales des services de police (POLIS)

la Direction générale de l'appui opérationnel de la police fédérale sera responsable, en collaboration avec les services de police concernés, des adaptations nécessaires à l'infrastructure informatique propre afin que l'accès aux banques de données centrales des services de police (cf. système POLIS) à partir des systèmes CAD, de tous les MDT et des radios portables, mobiles et fixes utilisés par les services de police belges soit garanti au moment de la livraison des systèmes CAD respectifs.

Le Ministre négociera après l'accord du Ministre du Budget le co-financement de ces adaptations par A.S.T.R.I.D. avec le conseil d'administration.

Article 55 - Réseau informatique national des Services d'Incendie et de Secours (RINSIS)

En collaboration avec A.S.T.R.I.D. et après évaluation des projets pilotes, le Conseil des Ministres déterminera l'ordre et le timing pour parvenir à une intégration totale des centres de traitement des appels d'urgence tant policiers que non-policiers, dans les cas où cela est physiquement possible, dans 1 CAD par province et pour la Région de Bruxelles-Capitale.

Dans l'attente d'une intégration complète, la Direction générale de la Sécurité civile sera responsable, là où cela est nécessaire, des adaptations nécessaires à l'infrastructure informatique des centres RINSIS pour la réalisation de l'interface entre ces centres et les dispatchings ASTRID au plus tard six mois après la livraison des systèmes RINSIS ou des systèmes CAD ASTRID, la dernière date étant prise en considération.

Le Ministre négociera après l'accord du Ministre du Budget le co-financement de ces adaptations par A.S.T.R.I.D. avec le conseil d'administration.

Article 56 - Système d'information pour les polices locales - ISLP

La Direction générale de l'appui opérationnel de la police fédérale sera responsable des adaptations nécessaires à l'infrastructure informatique ISLP afin de réaliser l'interface entre cette plate-forme et les dispatchings ASTRID, au plus tard à la date de livraison des dispatchings ASTRID.

Le Ministre négociera après l'accord du Ministre du Budget le co-financement de ces adaptations par A.S.T.R.I.D. avec le conseil d'administration.

VII. Comité consultatif des usagers.

Article 57 - Composition

Le comité consultatif des usagers comme prévu dans l'article 15 des statuts est composé de :

- ° un représentant de la police fédérale, désigné par le commissaire général de la police fédérale;
- ° un représentant de la police locale désigné par la commission permanente de la police locale;
- ° un représentant des services d'incendie, désigné par le directeur général de la direction générale sécurité civile;
- ° un représentant de la direction générale sécurité civile, désigné par le directeur général de la direction générale sécurité civile;
- ° un représentant des douanes, désigné par le directeur général de l'administration des douanes et accises;
- ° un représentant de la sûreté de l'Etat, désigné par l'administrateur-général de la sûreté de l'Etat;
- ° Un représentant des centres du systèmes uniforme d'appel pour les services d'aide médicale d'urgence, désigné par le directeur général de la santé publique;
- ° un représentant de la direction générale de la politique de sécurité et de prévention, désigné par le directeur général de la direction générale de la politique de sécurité et de prévention;
- ° un représentant des autres services (cf. article 7) ou services non publics qui ont conclu un contrat d'au moins 500 abonnements. Pour arriver au quota de 500 abonnements, ces services peuvent se grouper;
- ° un représentant de la direction générale exécutions des peines et mesures, désigné par le directeur général;
- ° un représentant de la défense, désigné par le chef de la division de la communication et des systèmes d'information.

Par analogie avec la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis, au maximum deux tiers des membres du comité consultatif des usagers peuvent être du même sexe.

Article 58 - Missions et fonctionnement

Le conseil d'administration règle le fonctionnement interne du comité, après avoir demandé l'avis du comité.

Lors de sa première séance, le comité choisit un président et un vice-président parmi ses membres. La durée de leur mandat est d'un an et est renouvelable. Le mandat vient à échéance après soumission d'un avis conformément à l'article 15, dernier alinéa, des statuts. Le président et le vice-président appartiennent à un régime linguistique différent. Ils ne représentent pas, si possible, le même type de groupe d'utilisateurs.

A.S.T.R.I.D. se charge du secrétariat, de l'envoi des convocations et de l'appui matériel du comité.

Le comité :

- ° rend un avis au conseil d'administration et à l'administrateur délégué (ou le cas échéant, au directeur général) sur les questions qui lui sont posées, et ceci dans les délais prévus;
- ° rédige des propositions relatives à l'amélioration des prestations de service par A.S.T.R.I.D. en général et relatives à ses missions spécifiées dans le présent contrat de gestion en particulier;
- ° prend des décisions par consensus ou, à défaut, à la majorité à condition de faire part des points de vue minoritaires

Article 59 - Personnel de la S.A. (article 16 de la loi)

Les postes vacants de la S.A. A.S.T.R.I.D. sont en tous cas déclarés auprès du comité consultatif des usagers.

Le comité consultatif des usagers est responsable de la distribution vers les services qu'il représente.

Fait à Bruxelles, le 8 avril 2003, en deux exemplaires originaux, chaque partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

S.A. A.S.T.R.I.D.,

Ch. JANSSENS

R. CARLIER

A. DUQUESNE

L'Etat belge,

J. VANDE LANOTTE

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 8 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Le Ministre du Budget,

J. VANDE LANOTTE

Bijlage bij het koninklijk besluit van 8 april 2003**Tweede beheerscontract tussen de Belgische staat en de N.V. A.S.T.R.I.D.**

- I. Algemene principes
- II. Taken van openbare dienst (cf. artikel 10 van de wet)
 - A. Betrokken diensten
 - B. Uitbouw van de dienstverlening
 - C. Het ter beschikking stellen van de ASTRID-systemen en de levering van telecommunicatiediensten
 - D. Verdere ontwikkeling en uitbreiding
- III. Financieel evenwicht - Planning van de staatsbijdragen
 - A. Financieel evenwicht van de gevoerde exploitatie
 - B. Toekenning, voorwaarden en grenzen van de staatsbijdragen
 - C. Leningen aangegaan door A.S.T.R.I.D.
- IV. Tarieven
- V. Gedragsregels ten overstaan van de klanten
 - A. Algemeen
 - B. Betreffende het RCS en het PST
 - C. Betreffende de CAD
 - D. Betreffende de eindapparatuur
 - E. Betreffende de Mobiele Operatie Centra (MOC)
 - F. Kwaliteit van de diensten
- VI. Verantwoordelijkheden van de Staat (omstandigheden waarin A.S.T.R.I.D. haar opdrachten kan vervullen)

VII. Raadgevend comité van gebruikers

I. Algemene principes

Artikel 1 - Definities

Voor de uitvoering verstaat men onder :

- 1° de Minister : de Minister van Binnenlandse Zaken
- 2° de wet : de wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten;
- 3° A.S.T.R.I.D. : de naamloze vennootschap van publiek recht opgericht door de Federale InvesteringsMaatschappij in uitvoering van artikel 2 van de wet;
- 4° de statuten : het koninklijk besluit van 27 juli 1998 tot vaststelling van de statuten van A.S.T.R.I.D.;
- 5° de ASTRID-systemen : de systemen bedoeld in artikel 3 van de wet, dit wil zeggen de complete infrastructuur bestaande uit het radio-communicatiesysteem (RCS - Radio Communication System), de computerondersteunde meldkamers (CAD - Computer Aided Dispatchings), het mobiel operatiecentrum (MOC - Mobile Operations Center), het personenoproepsysteem (PST), het testsysteem (TST), de backbone (BST) en het trainingsysteem (TRS) evenals de bijbehorende uitbreidingen;
- 6° het NNCC (National Network Control Center) : het centrum dat instaat voor het beheer en de technische opvolging van de verschillende onderdelen van de ASTRID-systemen;
- 7° het NOC (National Operation Center) : het onderdeel van de CAD-systemen dat het beheer mogelijk maakt van omvangrijke incidenten en/of incidenten die het grondgebied van een provincie overschrijden;
- 8° een MDT (Mobile Data Terminal) : een mobiel eindapparaat voor data;
- 9° een PDT (Portable Data Terminal) : een draagbaar eindapparaat voor data;
- 10° AVL-apparatuur (Automatic Vehicle Location) : apparatuur die instaat voor de automatische plaatsbepaling van voertuigen;
- 11° eindapparatuur : de apparatuur die bestemd is om op een of meer ASTRID-systemen te worden aangesloten. Hierbij onderscheidt men de volgende apparatuur :
 - a. ACT (Air Connected Terminals)
 - a.1. de apparatuur die het doorsturen van spraak en gegevens mogelijk maakt en die rechtstreeks via radiogolven op een of meer ASTRID-systemen is aangesloten (vaste, mobiele of draagbare radio's);
 - a.2. de apparatuur die het doorsturen van gegevens mogelijk maakt en die via de onder punt a.1. vermelde apparatuur op een of meer ASTRID-systemen is aangesloten (MDT, PDT, AVL, « pagers », ...);
 - b. LCT (Line Connected terminals)
de apparatuur die rechtstreeks via bekabeling op een of meer ASTRID-systemen is aangesloten (radio-dispatching terminals, CAD-terminals, CAD-terminals op afstand);
- 12° klant of gebruikersorganisatie : iedere dienst, instelling, vennootschap of vereniging zoals bepaald in artikel 3, § 1 van de wet;
- 13° abonnement : contract waarmee A.S.T.R.I.D. het recht verleent om een eindapparaat te gebruiken op een of meer ASTRID-systemen;
- 14° abonnee : de houder van een of meer abonnementen;
- 15° activering : de technische handelingen waardoor een eindapparaat kan functioneren op een of meer ASTRID-systemen.

Artikel 2 - Partijen

Het onderhavige beheerscontract verbindt enerzijds de Belgische Staat en anderzijds A.S.T.R.I.D. en regelt de verhoudingen tussen deze beide partijen evenals de rechten, plichten en verantwoordelijkheden van elk van hen. Het schept geen rechten of verbintenissen ten overstaan van derden.

Het is de taak van de Staat om enerzijds A.S.T.R.I.D. de nodige middelen te bezorgen om haar taken van openbare dienst te kunnen vervullen en anderzijds zich ervan te vergewissen dat de operationele en functionele behoeften van de diensten, instellingen, vennootschappen of verenigingen vermeld in artikel 3, § 1, van de wet, vervuld worden, volgens de wijze vermeld in het onderhavige contract.

Alle federale overheidsorganen zijn ertoe gehouden de door A.S.T.R.I.D. bij hen aanhangig gemaakte dossiers binnen redelijke termijnen te behandelen.

A.S.T.R.I.D. moet de dienstverlenende taken uitvoeren die beschreven zijn in het onderhavige contract volgens de hierin bepaalde voorwaarden. A.S.T.R.I.D. moet eveneens toezien op de opbouw, de exploitatie, het onderhoud en de verdere ontwikkeling en uitbreiding van de ASTRID-systemen. Hiervoor mag zij echter niet tussenbeide komen in de werking van de diensten, instellingen, vennootschappen of verenigingen bedoeld in artikel 3 van de wet.

De taken van openbare dienst zullen altijd en overal voorrang hebben op eventuele andere activiteiten van A.S.T.R.I.D.

De regeringscommissarissen zien toe op de goede uitvoering van het beheerscontract door de organen van de vennootschap en moeten hierbij in het bijzonder aandacht besteden aan de beslissingen met betrekking tot de al dan niet openbare dienstverlening met invloed op de dienstverlening aan de gebruikers, de uitoefening van het openbaar gezag, de werking van de vennootschap en het algemeen belang.

Artikel 3 - Geldigheidsduur

Het onderhavige beheerscontract wordt afgesloten voor een periode van 5 jaar.

Het wordt van kracht de dag waarop het in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit dat het contract goedkeurt, in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Beide partijen kunnen jaarlijks, en wel vóór 31 mei, een aanvraag tot wijziging indienen. Vóór 30 september van hetzelfde jaar wordt beslist over de aanvraag. De eventueel aangenomen wijzigingen worden, na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit, van kracht op 1 januari van het daaropvolgende jaar.

Uiterlijk 6 maanden voor het verstrijken van het beheerscontract legt de raad van bestuur een nieuw ontwerp van beheerscontract aan de Minister voor. Indien bij het verstrijken van de geldigheidsduur van het beheerscontract geen nieuw beheerscontract van kracht is geworden, wordt het oude van rechtswege verlengd, tot op het ogenblik dat het nieuw beheerscontract van kracht is geworden. Deze verlenging wordt door de Minister in het *Belgisch Staatsblad* kenbaar gemaakt. Indien in het lopende jaar geen wijzigingen aan het beheerscontract worden voorgesteld, neemt de Minister ambtshalve maatregelen.

Artikel 4 - Algemene voorwaarden

Het onderhavige beheerscontract bepaalt onder andere de bijzondere regels en voorwaarden volgens dewelke A.S.T.R.I.D. de taken van openbare dienst uitoefent die haar zijn toevertrouwd door artikel 3 van de wet.

De verplichtingen die in het onderhavige beheerscontract worden vermeld zijn slechts van toepassing voor zover A.S.T.R.I.D. niet belemmerd wordt deze na te leven, dit wil zeggen wanneer ze haar verplichtingen onmogelijk kan nakomen wegens gebeurtenissen of omstandigheden die niet aan haar kunnen worden toegeschreven.

Elke wijziging van de bepalingen betreffende de taken van openbare dienst van A.S.T.R.I.D. zal het voorwerp uitmaken van een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit en zal kracht worden op 1 januari van het jaar volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel 5 - Overheidsopdrachten

A.S.T.R.I.D. is onderworpen aan de bepalingen van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten. Zij is een aanbestedende overheid in de zin van artikel 4, § 2, 8° van deze wet.

Artikel 6 - Aansprakelijkheid voor schade aan derden

Bij de exploitatie van de ASTRID-systemen moet A.S.T.R.I.D. er steeds zo veel mogelijk naar streven om de opgelegde prestatieniveaus te optimaliseren. Behoudens bewezen zware fout kan zij nooit aansprakelijk worden gesteld voor rechtstreekse of onrechtstreekse schade voortvloeiend uit het gebruik van de ASTRID-systemen of de erop aangesloten eindapparaten.

II. Taken van openbare dienst (cf. artikel 10 wet)

A. Betrokken diensten

Artikel 7 - Openbare diensten

Onder de in artikel 3, § 1, van de wet bedoelde openbare diensten, instellingen, vennootschappen of verenigingen die diensten verstrekken op het vlak van de hulpverlening en de veiligheid dienen minstens te worden verstaan :

- * de politiediensten;
- * de brandweerdiensten;
- * de civiele bescherming;
- * de veiligheid van de Staat;
- * de douane;
- * de centra van het eenvormig oproepstelsel voor dringende geneeskundige hulpverlening;
- * de parketten;
- * de dienst jeugdbescherming;
- * de diensten van het gevangeniswezen belast met de bewaking en het transport van gedetineerden;
- * de dienst vreemdelingenzaken belast met de bewaking en de overbrenging van illegalen;
- * de diensten van landsverdediging binnen hun steunopdrachten ten behoeve van de administratieve overheden;
- * het Coördinatie- en Crisiscentrum van de federale regering;
- * de toezichtdiensten van de gewestelijke departementen belast met het beheer van waters en bossen;
- * de administratie waterwegen en zeezeven;
- * de N.V. Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen;
- * de Dienst voor de Scheepvaart;
- * de intercommunale kustreddingsdienst West-Vlaanderen;
- * de wegbeheerders;
- * de inspectie- en controlediensten, ingericht bij of krachtens de wet, decreet, ordonnantie of gemeentebesluit;
- * andere diensten, ingericht bij of krachtens de wet, decreet, ordonnantie of gemeentebesluit.

De Minister kan steeds diensten toevoegen aan de lijst.

Artikel 8 - Niet-openbare diensten

In het raam van het binnenlands veiligheidsbeleid van de Staat zal A.S.T.R.I.D., na hiertoe te zijn gemachtigd door de Minister, de ASTRID-systemen binnen de door de Minister bepaalde voorwaarden eveneens openstellen voor niet-openbare diensten, instellingen, vennootschappen of verenigingen :

- * die aan de gemeenschap diensten verstrekken op het vlak van de hulpverlening en de veiligheid, of;
- * die bij de uitvoering van hen toegewezen taken van openbare dienst geconfronteerd worden met problemen van openbare veiligheid.

De vertrouwelijkheid van de communicaties is verzekerd op technisch vlak.

De genoemde machtiging wordt geacht bij deze reeds voor onbepaalde duur gegeven te zijn aan :

- * het Belgische Rode Kruis;
- * de privé ziekenwagendiensten;
- * de ziekenhuizen;
- * de openbare vervoersmaatschappijen;
- * de maatschappijen die instaan voor de openbare gas-, water- en elektriciteitsvoorziening;
- * de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten;
- * de personen en diensten belast met de veiligheid bij sportmanifestaties en die alsdusdanig erkend zijn door de Minister;
- * de brandweerdiensten binnen de Federatie van de Chemische Industrie van België die aangesloten zijn bij het BELINTRA-systeem.

B. Uitbouw van de dienstverlening

Artikel 9 - Doelstellingen

A.S.T.R.I.D. verbindt zich ertoe om de ASTRID-systemen op te bouwen, te exploiteren, te onderhouden, aan te passen en verder te ontwikkelen, met inachtneming van de wetgeving tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Derhalve zal A.S.T.R.I.D., voor zover er zich geen belemmeringen voordoen zoals vermeld in artikel 4 tweede lid, ervoor zorgen dat voor het einde van 2003 de ASTRID-systemen beschikbaar zullen zijn.

Artikel 10 - Samenwerking

Om de investeringen in infrastructuurwerken te beperken en voor zover als verenigbaar met de eisen van de veiligheid, de beveiliging, de gezondheid en de radiodekking zal A.S.T.R.I.D. een zo groot mogelijke samenwerking nastreven met de overheid, de andere telecomoperatoren en andere instanties om het gedeeld gebruik van bestaande en nog te verwezenlijken infrastructuren te realiseren, met inachtneming van de wetgeving tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Artikel 11 - Andere systemen

A.S.T.R.I.D. zal, binnen de geldende wettelijke en reglementaire bepalingen, een zo groot mogelijke informatidoorstroming bewerkstelligen tussen de ASTRID meldkamer (CAD) en andere beheerscentrales van noodoproepen die worden beheerd door andere diensten, instellingen, vennootschappen of verenigingen bedoeld in artikel 3, § 1, van de wet.

C. Het ter beschikking stellen van de ASTRID-systemen en de levering van telecommunicatiediensten

Article 12 - Diensten in verband met radiocommunicatie

De functiemogelijkheden en prestatieniveaus van het RCS die door A.S.T.R.I.D. ter beschikking zullen worden gesteld, zijn minstens deze bepaald in de overheidsopdracht bedoeld in artikel 22 van de wet en zoals gewijzigd in de onderscheiden wijzigingsclausules.

Diensten in verband met radiocommunicatie die niet voorkomen in de overheidsopdracht bedoeld in artikel 22 van de wet, moeten niettemin beantwoorden aan de functiemogelijkheden en prestatieniveaus zoals ze voorkomen in de overheidsopdracht en zoals gewijzigd in de onderscheiden wijzigingsclausules.

De aanpassingen aan deze overheidsopdracht betreffende de functiemogelijkheden en prestatieniveaus zullen worden uitgevoerd in overleg met het raadgevend comité van gebruikers.

Artikel 13 - Diensten in verband met de CAD

De CAD-systemen worden door A.S.T.R.I.D. voor operationeel gebruik ter beschikking gesteld van de door de Minister aangewezen diensten (zie artikel 42).

De functiemogelijkheden en prestatieniveaus van de CAD-systemen die door A.S.T.R.I.D. ter beschikking zullen worden gesteld, zijn minstens deze bepaald in de overheidsopdracht bedoeld in artikel 22 van de wet, en zoals gewijzigd in de onderscheiden wijzigingsclausules.

Artikel 14 - Diensten in verband met de eindapparatuur

A.S.T.R.I.D. verzekert de verbinding met en de werking van eindapparatuur op het netwerk.

De functiemogelijkheden en prestatieniveaus die door A.S.T.R.I.D. ter beschikking zullen worden gesteld, zijn minstens deze vastgesteld bij de in artikel 45 bedoelde functioneel-technische controle.

Artikel 14bis - De standaarden

A.S.T.R.I.D. is ertoe gehouden ten minste de standaarden, bepaald door de respectieve overheden, elk voor wat hun organisatie of discipline betreft, en door het raadgevend comité van gebruikers (RCG) voor wat de interdisciplinaire standaarden betreft, toe te passen.

Het raadgevend comité adviseert in elk geval minstens over capaciteit, prioriteit en fleetmapping, voor de overheden vernoemd in artikel 7 én de diensten in artikel 8, voor wat de interdisciplinaire standaarden betreft.

D. Verdere ontwikkeling en uitbreiding

Artikel 15 - Algemeen

Verdere ontwikkeling en uitbreiding kan hetzij op initiatief van A.S.T.R.I.D. zelf, hetzij op vraag van de Minister, hetzij op vraag van het raadgevend comité van gebruikers (cf. titel VII), hetzij rechtstreeks op vraag van een of meer gebruikers worden gerealiseerd. A.S.T.R.I.D. kan de verdere ontwikkeling en uitbreiding van de ASTRID-systemen slechts uitvoeren voor zover de financiële gevolgen ervan werden goedgekeurd door de bij de wet ingestelde controlemechanismen (cf. artikel 17, 18 en 19 van de wet).

A.S.T.R.I.D. blijft verantwoordelijk om de ASTRID-systemen te laten evolueren teneinde een maximale dienstverlening te waarborgen. In die zin sluit A.S.T.R.I.D. zich aan bij nationale en internationale platformen en neemt zij alle nodige maatregelen voor het op de hoogte blijven van de laatste technologische vernieuwingen en in het bijzonder om de evoluties in het domein van de ASTRID-systemen op te volgen.

Artikel 16 - Studies

A.S.T.R.I.D. zal, rekening houdend met de concrete evolutie van de technologie en de wensen van haar klanten, onderzoek verrichten in het raam van :

- a) de mogelijke samenwerking met andere operatoren, in het bijzonder wat verbindingen betreft tussen de ASTRID-systemen en de vergelijkbare systemen voor hulp- en veiligheidsdiensten in de ons omringende landen;
- b) de interconnectie- en « roaming »-mogelijkheden van ASTRID-klanten op buitenlandse systemen en omgekeerd van buitenlandse gebruikers op de ASTRID-systemen;
- c) de mogelijke uitbreidingen en toepassingen voor de ASTRID-systemen. Zo deze studie en ontwikkeling gebeuren op vraag van een specifieke gebruiker, vallen de kosten te zijnen laste.

Artikel 17

Afgeschafte.

III. Financieel evenwicht - Planning van de staatsbijdragen**A. Financieel evenwicht van de gevoerde exploitatie****Artikel 18 - Algemeen**

Het algemeen beheer moet blijk geven van zuinigheid.

Hiertoe zal A.S.T.R.I.D. op regelmatige wijze nagaan hoe de exploitatie- en investeringskosten kunnen worden verbeterd en de werking van A.S.T.R.I.D. kan worden verhoogd.

De diensten die niet tot haar taken van openbare dienst behoren en waarvan de benutting, gelet op het geringe aantal gebruikers, onredelijk hoge kosten met zich meebrengt of zou meebrengen, zullen uit het oogpunt van het zuinigheidsbeginsel worden geëvalueerd en eventueel aangepast.

Bij het realiseren van haar wettelijk doel zal A.S.T.R.I.D. rechtmatig en doelmatig (d.i. efficiënt, effectief en kwaliteitsvol) handelen.

Artikel 19 - Afschrijving

De duur van de economische afschrijving van de ASTRID-systemen wordt in principe op 15 jaar vastgelegd.

De boekhoudkundige afschrijvingstermijnen worden bepaald door de raad van bestuur.

Artikel 20 - Inkomsten

A.S.T.R.I.D. beschikt in het algemeen over de volgende inkomsten :

- ° inkomsten uit de exploitatie;
- ° inkomsten uit de verkoop van goederen en diensten;
- ° interesten op de tegoeden van haar financiële rekeningen;
- ° inkomsten uit beleggingen en/of deelnemingen;
- ° een door de Staat toegekende bijdrage in het raam van de uitvoering van de taken van openbare dienst;
- ° bijdragen toegekend door overheden in het raam van de uitvoering van specifieke opdrachten;
- ° inkomsten uit giften.

In uitvoering van de aandeelhoudersovereenkomst zal de nettowinst gedurende de eerste 15 boekjaren volledig voorbehouden blijven.

Artikel 21 - Investerings (artikel 10 van de wet)

A.S.T.R.I.D. staat in voor het toezicht op de kwaliteit en kwantiteit van de investeringen en ziet toe op de uitvoering ervan binnen de termijnen die zijn bepaald in artikel 9.

De programmaring van de investeringen van de ASTRID-systemen moet overeenstemmen met de bepalingen van de verschillende gegunde overheidsopdrachten.

Artikel 2

Afgeschafd.

Artikel 23 - Bedrijfsplan

De raad van bestuur stelt en bedrijfsplan (« business plan ») op voor vijf jaar en werkt dit jaarlijks bij. Het wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister, na akkoord van de minister van Begroting.

Het bevat minstens de volgende elementen : de strategie van de onderneming, de SWOT-analyse, een beschrijving van de klanten, een beschrijving van de producten en diensten, de commerciële aanpak, de operationele aanpak, de organisatie en de middelen, de algemene planning, het financieel plan waaronder het investeringsplan en het risicobeheer.

B. Toekenning, voorwaarden en grenzen van de staatsbijdragen**Artikel 23bis - Algemeen**

Deze titel bepaalt de voorwaarden en de berekeningswijze van de toelagen ten laste van de algemene uitgavenbegroting van het Rijk tot dekking van bepaalde uitgaven die voortvloeien uit de taken van openbare dienst (artikel 10 van de wet) van A.S.T.R.I.D.

De staatsbijdragen dienen om bedrijfskoten te financieren andere dan enerzijds de investeringskosten in de ASTRID-systemen en anderzijds een door de Minister vast te stellen van de uitrusting om de integratie van de NATINUL centrales in de ASTRID-systemen te verwezenlijken, tenzij het onderhavige beheerscontract anders bepaalt.

Alle prijzen die vermeld worden in deze titel, zijn uitgedrukt in prijzen van maart 2003. Ze zijn gekoppeld aan de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijzen.

Artikel 24 - Inhoud

De Staat, vertegenwoordigd door de Minister en de Minister van Begroting, verbindt zich ertoe jaarlijks op de begroting van Binnenlandse zaken een bedrag ten gunste van de N.V. A.S.T.R.I.D. in te schrijven om alle volgende exploitatiekosten te dekken :

- a) De kosten voor het onderhoud van de infrastructuur van het door A.S.T.R.I.D. aangekochte systeem (hardware, software en databases) van RCS, CAD, MOC, PST, TST, BST, TRS en van de bijbehorende uitbreidingen;
- b) De werkingskosten van de in artikel 24 a) vermelde infrastructuur van het systeem :
 - de kosten van nieuwe masten of de vervanging van bestaande masten;
 - de kosten voor het huren en aanpassen van terreinen (bouwkundige werken);
 - de kosten voor het huren, onderhouden en/of aanpassen van de masten en/of pylonen en van de bijbehorende technische ruimten;
 - de kosten van nieuwe masten of de vervanging van bestaande masten;
 - de kosten voor het installeren of aanpassen van de nutsvoorzieningen en de bijbehorende abonnementen, huurkosten en gebruikskosten, met uitzondering van de kosten voor de meldkamers zoals voorzien in artikel 52;
 - de abonnementskosten van alle lijnen die aangesloten zijn op de ASTRID meldkamers;
 - de vergunningsrechten die verschuldigd zijn aan het B.I.P.T.;
 - de huurkosten van de vaste verbindingen;
 - de kosten voor aankoop en onderhoud van de nodige programmeer-, meet- en testapparatuur en -systemen om de goede werking van de ASTRID-systemen te verzekeren;
 - de kosten voor aankoop en onderhoud van demonstratie-apparatuur.

c) De werkingskosten van de vennootschap :

- de opstartkosten;
- de kosten van het personeelsbeheer, inclusief de opleidingen;
- de kosten van externe gespecialiseerde consultancy;
- de huurkosten van de gebouwen van de vennootschap en de bijbehorende kosten voor het installeren of aanpassen van de nutsvoorzieningen en de beveiligingssystemen en de bijbehorende abonnementen, huurkosten en gebruikskosten;
- de kosten voor inrichting en uitrusting van de kantoren zoals vereist voor de uitvoering van de taken in een moderne onderneming, inclusief de computersystemen die de werking van de vennootschap ondersteunen : de kantoorinformatica, het « Entrepriise Resource Planning » systeem, het billingsysteem en de telefonie- en telefax-infrastructuur;
- de kosten die voortvloeien uit de marketingactiviteiten, de externe contacten en de commerciële ontwikkeling van de vennootschap;
- de kosten van apparatuur en uitrusting, inclusief de computersystemen, die nodig zijn voor het voorbereiden van de door A.S.T.R.I.D. uitgeschreven overheidsopdrachten en de controle op hun uitvoering;
- de kosten van kantoorbenodigdheden;
- de kosten van het onderhoud van de hogerbeschreven middelen.

In de hierboven beschreven exploitatiekosten wordt slechts bijgedragen door de Staat voor zover zij toe te schrijven zijn aan de uitvoering van de taken van openbare dienst van A.S.T.R.I.D., zoals bepaald in de wet.

De hierboven vermelde werkingskosten omvatten ook de investeringen in materiële en immateriële vaste activa die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het administratief beheer van A.S.T.R.I.D., met name de inrichting en uitrusting van de lokalen.

De raad van bestuur mag bij gemotiveerde beslissing overgaan tot wijziging van de categorie van de als exploitatiekosten ingeschreven bedragen

Artikel 25 - Toekenningsvoorwaarden

De jaarlijkse bijdrage door de Staat voor het jaar J wordt toegekend onder de volgende voorwaarden :

- ° ze moet in uitvoering van het onderhavige beheerscontract aan de hand van een met redenen omkleed verzoek worden aangevraagd bij de Minister, uiterlijk op 1 mei van het jaar J - 1;
- ° ze moet gebaseerd zijn op zo concreet mogelijke boekhoudkundige cijfers (cf. jaarrekening) en op het door de Minister goedgekeurde bedrijfsplan;
- ° ze moet rekening houden met eventuele overschotten of tekorten van de voor het jaar J - 2 uitbetaalde bijdrage, en met het door de niet-openbare diensten betaalde « proportioneel deel » (cf. artikel 33 c) en artikel 35) tijdens het jaar J - 2;
- ° voor 2003 werd, onverminderd de vermindering van 4.878.110 EUR voor het jaar J - 2 of 2001, uitzonderlijk, en dit in uitvoering van een conclaafbeslissing een bijkomende vermindering doorgevoerd van 2.750.000 euro, zijnde de vervroegde terugstorting jaar J - 1 of 2002.

Budgetten die voorzien waren op posten met betrekking tot werkzaamheden die de installaties van de ASTRID-systemen mogelijk maken maar die door omstandigheden zoals vertragingen in de uitvoering niet konden worden gebruikt, vallen niet onder deze rubriek. Deze bedragen blijven ter beschikking van A.S.T.R.I.D. tot op het ogenblik dat deze uitgaven effectief worden.

Artikel 26 - Begrenzing

Voor 2003 bedraagt de staatsbijdrage 24.900.000 euro.

Voor 2004 bedraagt de staatsbijdrage 29.800.000 euro.

Vanaf 2005 bedraagt de staatsbijdrage 31.800.000 euro, conform het financieel plan en gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijzen.

Artikel 27 - Uitbetaling

De jaarlijkse bijdrage door de Staat, zoals berekend in toepassing van de artikelen 24, 25 en 26, wordt ten laatste op de eerste werkdag van de maand maart van het jaar waar zij betrekking op heeft uitbetaald.

Bij gebrek aan storting tegen de vastgestelde datum, zal van rechtswege intrest verschuldigd zijn, berekend tegen de geldende wettelijke intrestvoet, te rekenen vanaf de dag van de eisbaarheid van de storting.

Artikel 28 - Controle op het gebruik van de staatsbijdrage

De controle op de opmaak van de bijdrage door de Staat gebeurt volgens het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole.

De controle op de aanwending van de bijdrage door de Staat gebeurt volgens de modaliteiten voorzien in artikel 17 en 18 van de wet.

Bij het afsluiten van elk boekjaar wordt, ter voorbereiding van de controle op het gebruik van de staatsbijdrage, een balans voorgelegd aan de regeringscommissarissen met vermelding van de verkregen bijdrage en het gebruik ervan.

Artikel 29

Afgeschaft.

C. Leningen aangegaan door A.S.T.R.I.D.

Artikel 30

Leningen die door A.S.T.R.I.D. worden aangegaan, moeten worden afgesloten in samenwerking met en volgens de richtlijnen van de administratie van de Thesaurie, onder meer wat het raadplegen van de concurrentie betreft.

IV. Tarieven

Artikel 31 - Basisnorm

Onder « basisnorm » verstaat men het volume communicatie (verkeer) dat een eindapparaat op de radio-elektrische weg (« ether ») opwekt en dat aan de basis lag van de dimensionering van het RCS-systeem. Bij deze dimensionering werd uitgegaan van de veronderstelling dat het systeem eind 2005 diensten aanbiedt voor minimum 40.000 abonnementen (cf. overheidsopdracht bedoeld in artikel 22 van de wet).

Minstens voor de verenigingen van de in artikel 7 vermelde openbare diensten, zal in de bijzondere contractvoorwaarden worden voorzien dat deze norm gecumuleerd kan worden door een vereniging van gebruikers of klanten op basis van het aantal afgesloten abonnementen en de regels van toepassing inzake tarieven (cf. artikel 33).

Artikel 32 - Het basistarief voor het gebruik en de aanschaf van een eindapparaat

De klant draagt de kosten voor de aanschaf van een eindapparaat en de kosten voor het gebruik van het apparaat op het ASTRID-netwerk.

Het basistarief voor zowel de aanschaf als het gebruik van een apparaat wordt berekend tegen kostprijs, dit wil zeggen zonder enige winstmarge ten voordele van A.S.T.R.I.D. Alle tarieven worden tweemaal per jaar (op 1 januari en op 1 juli) aangepast aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen.

a) De kosten voor het gebruik van een eindapparaat :

De kosten voor het gebruik van een eindapparaat bestaan uit de volgende samenstellende delen :

1. abonnementskosten

Voor het gebruik van een eindapparaat op het ASTRID-netwerk worden abonnementskosten aangerekend, gelijk aan X maal het in de ASTRID-systemen geïnvesteerde kapitaal met een minimum gelijk aan het in de wet voorziene kapitaal, gedeeld door de in het bedrijfsplan voorziene afschrijvingsperiode en het aantal netwerkabonnementen. Tot eind 2005 wordt voor de berekening van deze abonnementskosten het in de wet voorziene kapitaal van 143.778.244,20 euro, een afschrijvingsperiode van 15 jaar en 40 000 abonnementen op het netwerk voorzien. Voor de volgende jaren voert A.S.T.R.I.D. jaarlijks een herberekening uit op basis van de actuele cijfers in overleg met het raadgevend comité van gebruikers en legt de Minister de abonnementskosten vast. Deze kosten dekken onder meer de communicatie die binnen de basisnorm valt.

De factor X wordt door A.S.T.R.I.D. berekend in functie van de belasting voor het netwerk van de verschillende eindapparaten en wordt door de Minister vastgelegd. Indien dit om technische of financiële redenen noodzakelijk is kan A.S.T.R.I.D. de Minister voorstellen deze factor X aan te passen.

Indien A.S.T.R.I.D. investeringen moet doen in de ASTRID-systemen die het bij wet vastgestelde kapitaal overtreffen, en die niet of niet volledig door de kosten voor communicatie bij overschrijding van de basisnorm worden gedekt, worden deze meerkosten in de herberekening van de abonnementskosten meegerekend. Dit geldt echter niet voor investeringen in gevolgd diensten versterkt op commerciële basis.

2. overige kosten

Naast de abonnementskosten kunnen de volgende kosten door A.S.T.R.I.D. nog aan de klant worden aangerekend voor het gebruik van een eindapparaat :

- I. kosten voor de communicatie bij eventuele overschrijding van de vastgestelde basisnorm;
- II. kosten voor de eventuele verbindingen en doorverbindingen naar andere netwerken zoals het PSTN (Public Switched Telephone Network);
- III. administratieve en financiële kosten : kosten die voortvloeien uit de specifieke administratieve diensten;
- IV. de BTW.

b) De kosten voor de aanschaf van een eindapparaat.

Een eindapparaat kan rechtstreeks, bij een externe leverancier of bij A.S.T.R.I.D. worden aangeschaft. Sommige eindapparaten moeten bij A.S.T.R.I.D. worden aangeschaft.

De kostprijs en verkoopsvoorwaarden voor eindapparaten die rechtstreeks of via en door A.S.T.R.I.D. uitgeschreven overheidsopdracht bij een externe leverancier worden aangeschaft, worden door de offerte van de externe leverancier bepaald. A.S.T.R.I.D. fungeert hier hoogstens als tussenpersoon, waarvoor geen kosten worden aangerekend.

Met de eindapparaten die bij A.S.T.R.I.D. zelf worden gehuurd of gekocht, kunnen - naargelang van de keuze van de klant - de volgende kosten gepaard gaan :

- I. financieringskosten voor de eindapparaten (inclusief of exclusief de accessoires, naargelang van de keuze van de klanten) :
 - indien het gaat om een huurcontract voor de eindapparaten met een duur gelijk aan de door de klanten gekozen afschrijvingstermijn, dan zijn deze kosten gelijk aan de aflossing van een lening met constante annuïteiten, aangegaan ter dekking van de investeringskosten van de eindapparaten (de klanten bepalen in dit geval de aflossings- of afschrijvingstermijn);
 - in alle andere gevallen worden deze kosten vrij door A.S.T.R.I.D. bepaald in functie van een noodzakelijk inbegrepen risicopremie;
- II. kosten ter dekking van een omnium onderhoudscontract voor het eindapparaat bij de leverancier;
- III. kosten ter dekking van een « service » bij de klant ingevolge panne aan of problemen met een eindapparaat.

De elementen aangehaald onder I en III zijn facultatief en afhankelijk van de keuze van de klant. De kosten aangehaald onder II zijn verplicht indien het gaat om een gehuurd eindapparaat.

De vaste en variabele lijnkosten voor eindapparaten die via een vaste verbinding met een ASTRID-systeem verbonden worden, zijn steeds ten laste van de klant.

Artikel 33 - Toepassingsprincipes voor de taken van openbare dienst van A.S.T.R.I.D.

Het ASTRID-netwerk vormt een essentiële schakel in de telecommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten van het land. Het is een instrument van het binnenlands veiligheidsbeleid.

Het wordt door de federale staat voornamelijk ter beschikking gesteld van de federale en lokale, administratieve en gerechtelijke openbare overheden.

- a) De tarieven en tariefstructuren, of de formules voor hun berekening, van de door A.S.T.R.I.D. geleverde prestaties binnen haar taken van openbare dienst, en die niet in het beheerscontract zijn geregeld, worden ter goedkeuring aan de Minister voorgelegd. Zonder gemotiveerde verwerping vanwege de Minister binnen 60 dagen na voorlegging, worden ze geacht door hem te zijn goedgekeurd. Indien de ter zake door de Minister genomen beslissing voor A.S.T.R.I.D. leidt tot extra kosten, worden deze kosten gedekt door een gelijkwaardige tegemoetkoming ten laste van de algemene uitgavenbegroting van het Rijk.
- b) De openbare diensten vermeld in artikel 7, betalen voor hun abonnementen uitsluitend het basistarief (cf. artikel 32). Voor alle andere eventueel aangeboden diensten en/of producten betalen zij een tarief dat zo dicht mogelijk aansluit bij de marktprijs (hetzij de kostprijs en de door A.S.T.R.I.D. bepaalde winstmarge).
- c) In het raam van het binnenlands veiligheidsbeleid betalen de niet-openbare diensten vermeld in artikel 8 uitsluitend het basistarief voor hun abonnementen (cf. artikel 32). Voor andere opdrachten zijn de tarieven zoals omschreven in artikel 35 van toepassing.

De basisnorm geldt enkel voor de abonnementen waarvoor een basistarief van toepassing is.

Artikel 34 - Aanpassingen

Teneinde de implementatie van ASTRID te verzekeren en zonder discriminatoir te zijn ten overstaan van de klanten kan de Minister, op voorstel van de vennootschap, na advies van het raadgevend comité van gebruikers, rekening houdend met de geboekte bedrijfsresultaten uit diensten verstrekt op commerciële basis en na akkoord van de minister van begroting, de artikelen 31, 32 en 33 aanpassen. De jaarrekening zal worden meegedeeld aan het raadgevend comité van gebruikers na goedkeuring ervan door de algemene vergadering van aandeelhouders (de tweede dinsdag van de maand mei).

Artikel 35 - Diensten verstrekt op commerciële basis

A.S.T.R.I.D. kan enkel diensten op commerciële basis berestrekken na daartoe te zijn gemachtigd bij een in de Ministerraad overleg koninklijk besluit (artikel 3, § 3 van de wet).

Voor diensten die A.S.T.R.I.D. op commerciële basis verstrekt, bepaalt A.S.T.R.I.D. vrij de tarieven en tariefstructuren. Zij is verplicht om in dit geval prijzen aan te rekenen die geenszins concurrentievervalsend zijn en waarbij een aanvaardbare winstmarge wordt gehanteerd. Deze prijzen mogen nooit lager zijn dan het basistarief dat aangerekend wordt voor de openbare diensten voor dezelfde dienstprestaties.

Ook dient zij voor eenzelfde dienstprestatie in heel België eenzelfde prijs te hanteren.

V. Gedragsregels ten overstaan van de klanten

A. Algemeen

artikel 36 - Principes

Binnen het raam van de rampenplanning behoudt de administratieve autoriteit die verantwoordelijk is voor de coördinatie van de respectieve rampenfasen, een algemene beslissingsbevoegdheid wat het inzetten, organiseren en configureren van de ASTRID-systemen betreft.

A.S.T.R.I.D. kan haar diensten slechts ter beschikking van een klant stellen op basis van een bijzonder contract dat geenszins strijdig mag zijn met het beheerscontract.

De bepalingen van het bijzonder contract hebben voorrang op de bepalingen van de algemene contractvoorwaarden. Het bijzonder contract moet de rechten en plichten van A.S.T.R.I.D. en de klant duidelijk omschrijven in functie van de eigenheid van de klant.

Artikel 37 - Algemene contractvoorwaarden

De door de Minister goedgekeurde algemene contractvoorwaarden hebben onder meer betrekking op de beschrijving van de dienst, de leveringstermijnen, de redenen tot weigering, de verantwoordelijkheden, de voorwaarden voor veiligheid en vertrouwelijkheid, de facturerings- en betalingswijze, de niet-betaling, het misbruik, de behandeling van geschillen, de functioneel-technische controle van eindapparatuur en het beëindigen van de dienstverlening.

A.S.T.R.I.D. bepaalt in deze algemene contractvoorwaarden in het bijzonder welke aspecten van de exploitatie van de ASTRID-systemen al of niet door de klant kunnen worden uitgevoerd. Zij verduidelijkt desbetreffend de verantwoordelijkheden van beide partijen. In elk geval zal hierbij het principe gehanteerd worden dat de exploitatie en het technisch toezicht steeds een verantwoordelijkheid van A.S.T.R.I.D. blijven.

Eventuele wijzigingen van de algemene contractvoorwaarden moeten door de Minister worden bekrachtigd, na advies van het raadgevend comité van gebruikers.

Artikel 38 - Opleiding

A.S.T.R.I.D. bepaalt de door haar te leveren inspanningen in het raam van de opleiding voor de klanten die behoren tot de in artikel 7 genoemde diensten en verzekert minstens de opleiding van de opleiders in functie van de hiervoor voorziene budgetten. Daarnaast zal zij een coördinerende rol op zich nemen bij het aanbieden van opleidingen tegen betaling.

B. Betreffende het RCS en het PST

Artikel 39 - Configuratie van de systemen

A.S.T.R.I.D. verbindt zich ertoe om het RCS en het PST te configureren en te programmeren volgens de behoeften van de klanten die bepaald en verduidelijkt worden in de contracten afgesloten met de klanten en rekening houdend met de capaciteit en bijzonderheden van het RCS en het PST. De configuratie en de programmering van de systemen hebben betrekking op :

- ° het nummeringsplan (abonneenummers);
- ° de gespreksgroepen;
- ° de rechten van de abonnees volgens het type en de formule van het afgesloten abonnement (« profiel »).

Dit maakt deel uit van de diensten aangeboden door A.S.T.R.I.D., ongeacht het type en de formule van het afgesloten abonnement.

Artikel 40 - Migratie

De migratie van de oude radiocommunicatiesystemen naar de ASTRID-systemen zal gebeuren met de technische steun van A.S.T.R.I.D.

De door A.S.T.R.I.D. geleverde steun en de uitvoeringswijze van de migratie zullen worden vermeld in de contracten tussen A.S.T.R.I.D. en haar klanten.

Artikel 41 - Eigendom van gegevens

De gegevensbestanden die door A.S.T.R.I.D. worden verzameld, zijn eigendom van de verenigingen of diensten waartoe de aan de communicatie deelnemende abonnees behoren.

A.S.T.R.I.D. heeft niettemin het recht om deze gegevens te gebruiken voor facturering, voor het opmaken van statistieken en om de kwaliteit van de aangeboden diensten na te gaan. In dit raam garandeert A.S.T.R.I.D. de vertrouwelijkheid van deze gegevens conform de wet van 8 verwerking van persoonsgegevens zoals gewijzigd door de wet van 11 december 1998 tot omzetting van de richtlijn 95/46/EG van 24 oktober 1995 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens.

C. Betreffende de CAD

Artikel 42 - Principes

De inplaatsstelling, de ter beschikkingstelling en het gebruik van de ASTRID CAD-systemen en het bijbehorende nationaal operatiecentrum worden bepaald door een bij de Minister genomen ministerieel besluit.

Artikel 43 - Eigendom van de gegevens

Behoudens de door A.S.T.R.I.D. ter beschikking gestelde databanken zijn alle databanken opgeslagen in de ASTRID CAD-systemen eigendom van de gebruikers.

A.S.T.R.I.D. behoudt een toegangsrecht tot de gegevens met het oog op het opstellen van systeemstatistieken, de prestatie-metingen, de onderhoudswerkzaamheden en de eventueel noodzakelijke hersteloperaties. De wijze van dit toegangsrecht moet worden bepaald in het artikel 42 aangehaalde ministerieel besluit.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen opgenomen in artikel 458 van het strafwetboek en in de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens zoals gewijzigd door de wet van 11 december 1998 tot omzetting van de richtlijn 95/46/EG van 24 oktober 1995 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, zullen de gebruikers van de CAD en A.S.T.R.I.D. ten aanzien van haar medewerkers de nodige voorzorgsmaatregelen nemen teneinde de vertrouwelijkheid van informatie van persoonlijke, politieke en medische aard, opgenomen in de door A.S.T.R.I.D. ter beschikking gestelde databanken, te garanderen. De nodige algemene voorzorgsmaatregelen moeten worden bepaald in het in artikel 42 vermelde ministerieel besluit.

D. Betreffende de eindapparatuur**artikel 44 - Algemeen**

Eindapparatuur kan mits betaling van een abonnement op een of meer ASTRID-systemen worden aangesloten. Eindapparatuur kan als volgt worden verkregen :

- 1° de klant kan een eindapparaat rechtstreeks bij een leverancier verwerven;
2° naargelang van het aanbod kan een klant :

a) het zij eindapparaat aankopen, huren of leasen via een door A.S.T.R.I.D. afgesloten open overeenkomst met diverse leveranciers;

b) hetzij een eindapparaat rechtstreeks bij A.S.T.R.I.D. aankopen of huren.

Voor bepaalde types eindapparaten kan A.S.T.R.I.D. de klant verplichten deze rechtstreeks bij A.S.T.R.I.D. te huren. De diensten, instellingen, maatschappijen of verenigingen bedoeld in § 1 van artikel 3 van de wet zijn niet onderworpen aan de wet van 24 december 1993 (wet betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten) wat het afsluiten van abonnementen met of zonder eindapparatuur bij A.S.T.R.I.D. betreft.

Artikel 45 - Functioneel-technische controle

Elk type apparaat dat door een klant wordt aangekocht bij een derde moet bij A.S.T.R.I.D. een functioneel-technische controle ondergaan vóór de activering ervan op het netwerk.

A.S.T.R.I.D. zal de lijst van de eindapparaten die op het netwerk mogen worden aangesloten, aanpassen telkens als een nieuw type van eindapparaat een functioneel-technische controle heeft ondergaan. Deze lijst wordt bekendgemaakt via de website van A.S.T.R.I.D. en door middel van een periodieke publicatie.

Artikel 46 - Programmering

De programmering van de eindapparatuur en de rechten van de klant voor de uitvoering van het geheel of een deel van deze programmering zullen nader worden bepaald in de contracten tussen A.S.T.R.I.D. en haar klanten.

A.S.T.R.I.D. zal de programmering van de rechtstreeks bij haar gehuurde eindapparatuur voorstellen als onderdeel van de basisdienst die geleverd wordt bij de activering van het eindapparaat op de ASTRID-systemen.

Artikel 47 - Activering en werking

A.S.T.R.I.D. verbindt zich ertoe om binnen 5 werkdagen aan een aanvraag tot activering van een eindapparaat gevolg te geven, op voorwaarde dat het « profiel » van de apparatuur vooraf in onderlinge overeenstemming tussen A.S.T.R.I.D. en de klant werd vastgelegd.

A.S.T.R.I.D. neemt binnen de grenzen van het redelijke de nodige maatregelen om aan een aanvraag tot activering die als dringend wordt gemotiveerd tegemoet te komen.

Artikel 48 - Vervanging van een eindapparaat

Bij een defect aan een rechtstreeks bij A.S.T.R.I.D. gehuurd eindapparaat, en voor zover het verplichte onderhoudscontract effectief werd onderschreven (cf. artikel 32 voorlaatste lid), verbindt A.S.T.R.I.D. zich ertoe om binnen 24 uur, met uitzondering van zaterdagen, zondagen en feestdagen, een werkend eindapparaat ter beschikking te stellen, geprogrammeerd met hetzelfde « profiel » als het defecte eindapparaat. Deze omwisseling zal gebeuren op de wijze bepaald in de algemene en bijzondere contractvoorwaarden.

A.S.T.R.I.D. neemt binnen de grenzen van het redelijke de nodige maatregelen om aan een aanvraag tot vervanging van een eindapparaat die als dringend wordt gemotiveerd tegemoet te komen.

E. Betreffende de Mobiele Operatie Centra (MOC)**Artikel 49 - Algemeen**

Mobiele uitbreidingen van de ASTRID-systemen zijn een exclusieve bevoegdheid van A.S.T.R.I.D.

Artikel 50 - Ter beschikking stellen

Het ter beschikking stellen van dergelijke apparatuur wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk V, Titel A, B, C en D van het onderhavige beheerscontract. Bijkomende regels voor de activering of terbeschikkingstelling van het MOC aan een klant zullen later in overleg met het raadgevend comité van gebruikers door A.S.T.R.I.D. worden vastgelegd.

F. Kwaliteit van de diensten**Artikel 51 - Jaarlijkse verslaggeving**

A.S.T.R.I.D. verbindt zich ertoe om in een jaarlijkse verslaggeving minstens volgende prestatie-indicatoren te verzamelen en mede te delen aan de ministers belast met de controle op A.S.T.R.I.D. en aan het raadgevend comité van gebruikers :

- a) de beschikbaarheidsgraad van het RCS;
b) het gebruik van de beschikbare capaciteit;
c) de uitvoering van de onderhoudsdiensten;
d) de prestatie-indicatoren wat de marktpenetratie betreft;
e) de opmerkingen van de gebruikers (onderwerp, regelmaat, snelheid van de behandeling, gevolgd dat eraan gegeven is, ...).

De eerste jaarlijkse verslaggeving heeft betrekking op het jaar 2002 en zal uiterlijk op 31 maart 2003 beschikbaar zijn.

Artikel 51bis - Controle op de kwaliteit van de diensten

De controle op de kwaliteit van de diensten wordt gecentraliseerd bij de interne auditor of desgevallend bij de administratief en financieel directeur die onder andere de klachten van klanten zal verzamelen.

VI. Verantwoordelijkheden van de Staat (voorwaarden waarin A.S.T.R.I.D. haar opdrachten kan vervullen)**Artikel 52 - Infrastructuur**

Opdat A.S.T.R.I.D. haar taak zou kunnen uitvoeren, moet de Staat de volgende infrastructuur ter beschikking stellen binnen een termijn die zal worden overeengekomen tussen A.S.T.R.I.D. en de bevoegde Ministers :

1. Gebouwen bestemd voor de meldkamers (CAD)

De bevoegde diensten van de gebruikers en de minister bevoegd voor de Regie der Gebouwen zullen de lokalen die noodzakelijk zijn voor het onderbrengen van de CAD-systemen tijdig (zie artikel 9) aan A.S.T.R.I.D. ter beschikking stellen.

Het betreft met name :

CAD West-Vlaanderen	Zandstraat 148, 8000 Brugge
CAD Oost-Vlaanderen	Groendreef 181, 9000 Gent
CAD Antwerpen	Boomsesteenweg 180, 2610 Antwerpen

CAD Limburg	Luikersteenweg 228, 3500 Hasselt
CAD Vlaams-Brabant	Pleinstraat 135, 3001 Leuven
CAD Brussel en NOC	Rue Fritz Toussaint 47, 1050 Bruxelles
Uitbreiding Nationale luchthaven	Nationale luchthaven, 1930 Zaventem
CAD Waals-Brabant	Chaussée de Louvain 34, 1300 Wavre
CAD Henegouwen	Chemin de Procession 188, 7000 Mons
CAD Namen	Rue Bertrand Janquin 70, 5100 Namur (Jambes)
CAD Luik	Rue Saint-Léonard 47, 4000 Liège
CAD Luxemburg	Rue de Neufchâteau 132, 6700 Arlon

De kosten voor het onderhoud en het gebruik (water, energie, ...) van deze lokalen zijn ten laste van de gebruikers van de CAD-systemen.

Er werd hieromtrent een protocol afgesloten tussen de vennootschap en de Minister tot wiens bevoegdheid de Regie der Gebouwen behoort.

2. Masten en pylonen van het RCS

De Minister tot wiens bevoegdheid de Regie der Gebouwen behoort en alle andere diensten zullen A.S.T.R.I.D. toelaten apparatuur te plaatsen op de masten of pylonen die eigendom zijn van de Staat, op voorwaarde dat :

- ° A.S.T.R.I.D., in overleg met de gebruikers van de systemen die momenteel op deze infrastructuur geïnstalleerd zijn, de nodige maatregelen treft opdat de hinder voor het gebruik van deze systemen tot een minimum beperkt zou blijven;
- ° het geïnstalleerde materiaal de stabiliteit van de infrastructuur niet in het gedrang brengt, en;
- ° A.S.T.R.I.D. de financiële kosten voortvloeiend uit de noodzakelijke stabiliteits- of technische onderzoeken ten laste neemt.

De Minister tot wiens bevoegdheid de Regie der Gebouwen behoort, zal A.S.T.R.I.D. de nodige ruimte ter beschikking stellen voor het installeren van een « shelter » (met de term « shelter » wordt hier een technische container van $\pm 6 \text{ m}^2$ bedoeld), indien mogelijk dicht bij elk van deze masten of pylonen.

Indien zou blijken dat het te installeren ASTRID-materiaal de stabiliteit van de bestaande infrastructuur in het gedrang zal brengen, zal de Minister tot wiens bevoegdheid de regie der Gebouwen behoort of elke andere federale dienst A.S.T.R.I.D. toestemming verlenen voor het optrekken, op kosten van A.S.T.R.I.D. en met naleving van de regels van de kunst en van de geldende technische normen, van een nieuwe mast of pyloon op een terrein dat door de regie der Gebouwen ter beschikking wordt gesteld. Deze mast of pyloon zal zodanig worden ontworpen en ingeplant dat hij, in geval van gehele of gedeeltelijke vervreemding of overdracht aan derden door de Regie der Gebouwen van haar onroerend goed dat bezwaard is met een pyloon of mast, zo weinig mogelijk hinder veroorzaakt voor de nieuwe eigenaar van het onroerend goed.

De nieuwe mast of pyloon wordt de eigendom van de regie der Gebouwen. A.S.T.R.I.D. is belast met het beheer, het onderhoud en de exploitatie van deze mast of pyloon.

In de mate dat en zodra de regie der Gebouwen hiervoor de nodige extrabudgettaire middelen krijgt toegekend, zal de Regie der Gebouwen de kosten voor het ontmantlen van de oude mast of pyloon op zich nemen.

Hierover wordt een protocol afgesloten tussen A.S.T.R.I.D. en de Minister tot wiens bevoegdheid de regie der Gebouwen behoort.

3. Infrastructuur van het BEMILCOM-systeem

De Minister van landsverdediging zal A.S.T.R.I.D. toelaten apparatuur aan te brengen op de masten of torens van BEMILCOM op voorwaarde dat :

- ° A.S.T.R.I.D. de technische voorschriften voor het installeren van niet-BEMILCOM materiaal op de BEMILCOM-torens naleeft;
- ° het geïnstalleerde materiaal de stabiliteit van de infrastructuur niet in het gedrang brengt, en;
- ° A.S.T.R.I.D. de financiële kosten voortvloeiend uit de noodzakelijke stabiliteits- of technische onderzoeken ten laste neemt.

De Minister van landsverdediging zal A.S.T.R.I.D. de nodige ruimte ter beschikking stellen voor het installeren van een « shelter » (met de term « shelter » wordt hier een technische container van $\pm 6 \text{ m}^2$ bedoeld), indien mogelijk dicht bij elk van deze masten of torens.

Hierover wordt een protocol afgesloten tussen de vennootschap en de Minister van Landsverdediging.

Artikel 53 - Aansluiting op het systeem

Voor de in artikel 7 vermelde diensten zullen de respectievelijk bevoegde ministers het aansluiten binnen de in het financieel plan vooropgestelde hypothesen stimuleren.

In elk geval de federale politie, de civiele bescherming, de Veiligheid van de Staat, de douane en de dienst 100 voor hun radiocommunicatie uiterlijk op 1 januari 2005 volledig van de diensten van A.S.T.R.I.D. gebruik te maken, voor zover A.S.T.R.I.D. zijn doelstellingen bereikt heeft die voorzien zijn in artikel 9. De verplichting tot aansluiten belet geenszins de uitvoering door deze diensten van de hen bij of krachtens de wet toegekende opdrachten, maar beoogt integendeel het vergemakkelijken ervan.

Voor de in artikel 7 vermelde gemeentelijke diensten zal de Minister in het raam van zijn subsidiëringsbeleid het aansluiten binnen de in het financieel plan vooropgestelde hypothesen stimuleren.

Artikel 54 - Centrale databanken van de politiediensten (POLIS)

De Algemene Directie Operationele Ondersteuning van de federale politie zal, met de medewerking van de betrokken politiediensten, instaan voor de noodzakelijke aanpassingen aan de eigen informaticaïnfrastructuur opdat de toegang tot de centrale databanken van de politiediensten (cf. POLIS-systeem) vanuit de CAD-systemen en met alle MDT's en draagbare, mobiele en vaste radio's in gebruik bij de Belgische politiediensten, gegarandeerd zal zijn op het ogenblik van de levering van de respectieve CAD-systemen.

De Minister zal, na akkoord van de Minister van Begroting, met de raad van bestuur de noodzakelijke afspraken maken omtrent de co-dinanciering van deze aanpassingen door A.S.T.R.I.D.

Artikel 55 - Nationaal informaticanetwerk van de hulpdiensten (NATINUL)

In samenwerking met A.S.T.R.I.D. en na evaluatie van de pilootprojecten zal de Ministerraad de volgorde en de timing bepalen om tot een volledige integratie van de centra voor de behandeling van de politionele en niet-politionele noodoproepen daar waar fysiek mogelijk in één CAD per provincie en voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te komen. In afwachting van een volledige integratie zal de Algemene Directie Civiele Veiligheid daar waar nodig instaan voor de noodzakelijke aanpassingen aan de informatica-infrastructuur van de NATINUL-centra voor de verwezenlijking van de interface tussen deze centra en de ASTRID meldkamers uiterlijk zes maanden na de levering van de NATINUL-systemen of van de ASTRID CAD-systemen, waarbij de laatste datum in aanmerking wordt genomen.

De Minister zal, na akkoord van de minister van Begroting, met de raad van bestuur de noodzakelijke afspraken meken omtrent de co-financiering van deze aanpassingen door A.S.T.R.I.D.

Artikel 56 - Integrated System for the Local Police - ISLP

De Algemene Directie Operationele Ondersteuning van de federale politie zal instaan voor de noodzakelijke aanpassingen aan de ISLP informatica-infrastructuur voor de verwezenlijking van de interface tussen dit platform en de ASTRID meldkamers uiterlijk op de datum van de levering van de ASTRID meldkamers.

De Minister zal, na akkoord van de minister van Begroting, met de raad van bestuur de noodzakelijke afspraken maken omtrent de co-financiering van deze aanpassingen door A.S.T.R.I.D.

VII. Raadgevend comité van gebruikers**Artikel 57 - Samenstelling**

Het raadgevend comité van gebruikers zoals bepaald in artikel 15 van de statuten bestaat uit :

- ° een vertegenwoordiger van de federale politie, aangewezen door de commissaris-generaal van de federale politie;
- ° een vertegenwoordiger van de lokale politie, aangewezen door de vaste commissie van de lokale politie;
- ° een vertegenwoordiger van de brandweer, aangewezen door de directeur-generaal van de algemene directie civiele veiligheid;
- ° een vertegenwoordiger van de algemene directie civiele, aangewezen door de directeur-generaal van de algemene directie civiele veiligheid;
- ° een vertegenwoordiger van de douane, aangewezen door de directeur-generaal van de administratie der douane en accijnzen;
- ° een vertegenwoordiger van de Veiligheid van de Staat, aangewezen door de administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat;
- ° een vertegenwoordiger van de centra van het eenvormig oproepstelsel voor dringende geneeskundige hulpverlening, aangewezen door de directeur-generaal van de gezondheidszorg;
- ° een vertegenwoordiger van de algemene directie veiligheids- en preventiebeleid, aangewezen door de directeur-generaal van de algemene directie veiligheids- en preventiebeleid;
- ° een vertegenwoordiger van de ande diensten (cf. artikel 7) of niet-openbare diensten die minstens 500 abonnementen afgesloten hebben. Om tot het quotum van 500 abonnementen te komen, mogen deze diensten zich samenvoegen;
- ° een vertegenwoordiger van het directoraat-generaal uitvoering van straffen en maatregelen, aangewezen door de directeur-generaal van het directoraat-generaal uitvoering van straffen en maatregelen;
- ° een vertegenwoordiger van landsverdediging, aangewezen door het hoofd van de divisie van de communicatie en de informatiesystemen.

Naar analogie met de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid, mag maximum twee derde van de leden van het raadgevend comité van gebruikers van hetzelfde geslacht zijn.

Artikel 58 - Taken en werking

De raad van bestuur regelt de interne werking van het comité, na hieromtrent advies gevraagd te hebben aan het comité.

Op zijn eerste zitting kiest het comité een voorzitter en een vice-voorzitter onder zijn leden. Hun mandaat heeft een looptijd van één jaar en is hernieuwbaar. Het mandaat verstrijkt na het indienen van een advies overeenkomstig artikel 15, laatste lid van de statuten. De voorzitter en de vice-voorzitter behoren tot een verschillende taalrol. Ze vertegenwoordigen zo mogelijk niet hetzelfde type gebruikersgroep.

A.S.T.R.I.D. is belast met het secretariaat, het versturen van de oproepingen en de materiële ondersteuning van het comité.

Het comité :

- ° adviseert de raad van bestuur en de afgevaardigd bestuurder (of in voorkomend geval de directeur-generaal) binnen de vooropgestelde termijnen omtrent de haar voorgelegde vragen;
- ° formuleert voorstellen voor het verbeteren van de dienstverlening van A.S.T.R.I.D. in het algemeen, en in het bijzonder met betrekking tot haar opdrachten die bepaald zijn in het onderhavige beheerscontract;
- ° beslist bij consensus of bij gebrek daaraan met meerderheid mits kennisgeving van de minderheidsstandpunten.

Artikel 59 - Personeel van de N.V. (artikel 16 van de wet)

Vacatures bij de N.V. A.S.T.R.I.D. worden in elk geval kenbaar gemaakt bij het raadgevend comité van gebruikers.

Het raadgevend comité van gebruikers staat in voor de verspreiding onder de diensten die het vertegenwoordigt.

Gedaan te Brussel op 8 april 2003 in twee originele exemplaren waarvan elke partij erkent een exemplaar te hebben ontvangen,

N.V. A.S.T.R.I.D.,

Ch. JANSSENS

R. CARLIER

A. DUQUESNE

De Belgische Staat,

J. VANDE LANOTTE

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

De Minister van Begroting,

J. VANDE LANOTTE